

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Perspectives

par Georges LAMIZET

Socialisation sans socialisme

par Urbain THEVENON

Le congrès de la métallurgie F. O.

par Marcel CHAUSSE

Thorez brûle les restes de Staline

par Roger HAGNAUER

«Le pape? Connais pas!»

et

La fin des partis, des idées, des classes

par Robert LOUZON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois	8 F
Un an	15 F
EXTERIEUR	
Six mois	10 F
Un an	18 F

Le numéro : 1,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-03

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 484 - Juin 1963

Perspectives	G. LAMIZET
Notes d'économie et de politique : « Le Pape ? Connais pas ! » — La fin des partis, des idées, des classes. — La querelle des droits de douane. — Un mystère s'éclaircit	R. LOUZON
Evolution du mouvement syndical en Syrie	H. S.
Au secours des libertaires cubains.	
La « South Africa's Day »	
Thorez brûle les restes de Staline	R. HAGNAUER
Chronique de l'Union des syndicalistes : La C.F.T.C. et son congrès. — F.O. accepte-t-elle sa défaite ? — Une lettre de trop. — Un ordre du jour pour nos discussions	R. GUILLORE
Vacances en Espagne.	
La voix des syndicalistes de la Loire : Socialisation sans socialisme	U. THEVENON
Le dernier C.C.N. de la C.G.T.-F.O.	M. PIOLET
Le congrès de la métallurgie F.O.	M. CHAUSSE
Un communiqué du P.U.M.S.U.D.	
La Maison d'Enfants de Sèvres.	
Georges Dumoulin	R. H.
A travers les livres : « Les grandes fleurs du désert », de Han Ryner.	

ENTRE NOUS...

Une R.P. allégée en son volume physique ! Nous étouffions déjà dans nos 32 pages, encore dans nos 24 pages... En revenant à 28 pages, nous avons l'espoir de revenir à un contenant normal... Nos lecteurs et amis ne semblent pas avoir compris qu'il dépendait d'eux de tenir... nos promesses. Delsol, Claude Desobry et Marchetti, voués à l'ingrate et nécessaire besogne administrative, ont rappelé au « cuisinier » que le crédit financier de la R.P. n'était pas à la hauteur de son crédit moral, encore moins des ambitions du Noyau...

Mais le contenu ? Il porte matière à utile examen de conscience. Peut-être même certains papiers paraîtront-ils pessimistes ? On voudra bien cependant peser la gravité des propos du rédacteur de la chronique syndicale. Si nous sommes alarmés par le conservatisme du Premier de F.O., c'est que nous sommes convaincus qu'il n'est qu'une façon de sortir du doute quant à l'efficacité de l'effort ouvrier et humain. C'est d'aller de l'avant. C'est en marchant que l'on sait jusqu'où on peut aller. C'est en marchant que l'on mesure exactement sa vitesse et son endurance. Mais Bothereau n'est pas toute la bureaucratie syndicale, pas même toute celle de Force Ouvrière. Parmi elle, s'il se glisse parfois des carriéristes qui veulent profiter de la vie, il est aussi d'honnêtes militants qui s'emploient à fixer l'organisation pour sauvegarder les conquêtes acquises. Les premiers peuvent sentir le vent et gagner le large. Les autres suivent le rivage par crainte des tempêtes, surpris en toute bonne foi lorsque la tempête jette sur les récifs du rivage une embarcation qui vire trop lentement et un équipage qui s'affole.

On peut soupçonner les rédacteurs habituels de

la R.P. de céder à une monomanie monotone et lassante, quoique l'un des plus anciens étonne encore par le caractère insolite des idées qu'il lance et qui « secouent le dormeur ». Mais d'autres dont la collaboration n'est pas régulière posent les questions les plus graves de notre époque, qu'il s'agisse de la valeur des socialisations, de la démocratie industrielle, de la réforme de l'entreprise, de la syndicale, de la science spécialisée, de la bureaucratie multiforme. Et on reste dans l'actualité immédiate par des impressions sur le Congrès des métallurgistes F.O., du C.C.N.F.O. Et tandis que dans ce numéro on signale le danger des progrès de la religiosité chrétienne, on attire, d'autre part, l'attention de nos camarades sur l'importance du congrès de la C.F.T.C. auquel assiste en ce moment un de nos rédacteurs les plus qualifiés. Ne répétons pas que si ce sont des contradictions, l'intérêt de la R.P., c'est justement de les poser clairement.

Mais ce qui est remarquable ici, c'est justement que sans aucun concert préalable, sans aucune intervention autoritaire, sans même de répartition des sujets et des tâches, un même esprit se dégage des articles fort dissemblables par la matière et le style.

Une volonté commune de combattre les idées toutes faites, les partis pris, les slogans, toutes les machines sociales et intellectuelles qui paralysent l'initiative ouvrière et la liberté humaine.

Ceux qui portent la lourde responsabilité de l'héritage de Monatte peuvent en être satisfaits. Ils le seraient davantage si les défenseurs de la liberté ouvrière et humaine que sont tous nos lecteurs prouvaient par leurs initiatives qu'ils ont compris la nécessité de notre effort.

PERSPECTIVES

La Russie a suivi son propre chemin, celui de l'unanimité. Pendant des milliers d'années, les hommes ont souffert de ne pas penser la même chose. Nous, Soviétiques, pour la première fois, nous nous sommes entendus, nous parlons une langue unique, universellement compréhensible, nous pensons de façon identique sur les choses principales de la vie. Nous sommes forts de cette unité idéologique. C'est en cela que réside notre supériorité sur les autres hommes déchirés, disloqués par le pluralisme de la pensée.

V. ILENKOV (*Le grand chemin*, 1949, prix Staline).

Alors, le mensonge vint sur la terre russe. Le principal malheur, la source du mal à venir, fut la perte de la foi en l'opinion personnelle. On imagina que le temps où l'on suivait les inspirations du sens moral était révolu, que maintenant il fallait emboîter le pas aux autres, et vivre d'idées étrangères à tous et imposées à tous.

Boris PASTERNAK (*Le docteur Jivago*).

1933-1963 : Le titre de cet article, qui pourrait être aussi bien « rétrospective », est celui de l'article de Simone Weil paru dans « La Révolution Proletarienne », au mois d'août, il y a trente ans, l'année du triomphe d'Hitler. Qu'on ne voie pas là outrecuidance, mais fidélité. C'est un honneur pour « La Révolution Proletarienne » d'avoir publié un tel article. Il faisait prendre conscience de l'apparition, non seulement dans l'URSS de Staline, mais, avec des variantes, dans tous les pays industrialisés, d'une nouvelle forme de domination : la bureaucratie.

« Dans presque tous les domaines, écrivait Simone Weil, l'individu, enfermé dans les limites d'une compétence restreinte, se trouve pris dans un ensemble qui le dépasse, sur lequel il doit régler toute son activité, et dont il ne peut comprendre le fonctionnement. Dans une telle situation, il est une fonction qui prend une importance primordiale, à savoir celle qui consiste simplement à coordonner ; on peut la nommer fonction administrative ou bureaucratique ».

Ainsi annonçait-elle, avant Bruno Lizzi et James Burnham, la bureaucratiation du monde et l'ère des « managers ». Et là devait être le trait essentiel de l'histoire de ces trente années écoulées, et de celles que nous sommes en train de vivre. A une bureaucratie d'Etat aux pouvoirs accrus se sont ajoutées et tendent à s'associer celle des entreprises et celle des syndicats. Dans la mesure où l'économie se rationalise, la société tout entière prend quelque ressemblance avec une immense usine, et le travail du plus grand nombre avec celui des serfs de la machine, les O.S. Tout s'est ligué avec le progrès technique pour accélérer cette métamorphose sociale : la première guerre mondiale, la révolution bolchevique, les fascismes, la seconde guerre mondiale, la décolonisation et la transformation économique en cours dans les pays sous-développés.

Dès 1933 Simone Weil essayait d'en apercevoir les conséquences. Rien de ce qu'elle écrivait n'a cessé d'être actuel. Plus que jamais doivent être mis en question, hors de toute idolâtrie, le syndicalisme, le socialisme, le travail lui-même, et jusqu'à la science.

**

LA SCIENCE. — Par la manière dont elle transforme sans cesse les techniques, la science

est en train de devenir le principal moteur de l'histoire. Mais il n'est plus possible à tous d'y avoir part. L'extrême division introduite dans la production industrielle est celle de la recherche scientifique elle-même ; d'où un progrès dont la rançon est lourde : « On pourrait compter sur les doigts, dans le monde entier, écrit Simone Weil, les savants qui ont un aperçu de l'histoire et du développement de leur propre science ; il n'en est point qui soit réellement compétent ; à l'égard des sciences autres que la sienne propre ; comme la science forme un tout indivisible, on peut dire qu'il n'y a plus à proprement parler de savants, mais seulement des manœuvres du travail scientifique, rouages d'un ensemble que leur esprit n'embrasse point. » Il y a aujourd'hui des O.S. de la science. Combien plus étrangère encore est-elle au commun des hommes. Il était possible jadis à l'homme moyen de bien savoir ce qu'il savait. Aujourd'hui il a beaucoup plus de choses à apprendre, à l'école ou hors de l'école, et il les sait très mal. Dans ses derniers développements, la science cesse de faire partie du patrimoine humain. « Elle restera l'apanage, dit le physicien Oppenheimer, de petites communautés, hautement spécialisées, qui ne pourront la rendre accessible au commun des mortels comme fut rendue accessible l'expérience de Newton. »

Cette science devenue inaccessible au commun des hommes ne peut rien pour les émanciper. L'émancipation des travailleurs — on le sait, on le répète, et on est toujours prêt à l'oublier — ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. Personne ne peut savoir à leur place. Les savants ne sont pas des sauveurs.

Ce moment où la foi dans la science devient aveugle est un moment où elle est plus forte que jamais. Une grave conséquence en est le crédit obtenu par ces pseudo-sciences mises à la mode sous le nom de sciences humaines. Elles ont transporté dans leur domaine des méthodes qui n'y sont peut-être pas justifiables en théorie et qui y sont très redoutables en pratique. Leurs soi-disant spécialistes sont-ils destinés à décider de l'orientation de la production, de celle de la vie sociale tout entière, de celle même de la vie de chacun dans ce qu'elle a de plus individuel et qui ne devrait dépendre que d'un libre choix et d'un libre jugement ? La pire abdication de l'homme est celle où il ne s'agit plus des choses,

mais de lui-même. Il ne devrait la croire personne sur parole. Il ne devrait s'en remettre à personne du soin de se connaître et de se déterminer. La psychologie a envahi les usines; elle va envahir les écoles. Les psychologues sont prêts à devenir dans la société de demain des directeurs de conscience d'un nouveau genre. On exige de plus en plus de nous que nous restions à notre place, comme a dit un jour le général, il sera logique qu'on commence par nous y mettre « scientifiquement ».

LE TRAVAIL. — Anarchistes, socialistes, syndicalistes, les premiers travailleurs révolutionnaires ne virent plus dans le travail une malédiction, mais le principe de leur morale, la source de leur honneur, l'affirmation de leur dignité d'hommes. C'était le temps des ouvriers qualifiés. Cette foi dans le travail ne pouvait subsister parmi les ouvriers spécialisés. Et qu'en peut-il rester aujourd'hui, hors des discours tenus par les chefs d'Etat ? La frontière sociale est à présent beaucoup moins celle qui sépare le capital du travail, les possédants des prolétaires, que celle qui sépare, à l'Ouest comme à l'Est, ceux qui savent de ceux qui ne savent pas, ceux qui conçoivent de ceux qui réalisent, ceux qui décident, coordonnent ou détiennent quelque part de l'autorité de ceux qui obéissent, ceux qui dirigent de ceux qui exécutent. A mesure qu'on descend les degrés de la hiérarchie économique la part de jugement et d'initiative laissée au travailleur dans ce qu'il fait est de plus en plus réduite. L'automatisation n'améliore pas cette situation. L'ouvrier vend sa puissance d'attention au lieu de vendre sa force de travail. Sa fatigue n'en est pas moindre, ni plus grand l'intérêt qu'il peut prendre à sa tâche. Ce qu'il fait n'est pas davantage son œuvre. De plus en plus nombreux sont dans la société d'aujourd'hui ceux dont le travail est tel qu'ils ne peuvent pas l'aimer.

En décembre dernier U. Thévenon demandait dans « La Révolution Proletarienne » aux camarades qui sont à l'usine d'exprimer là-dessus leur opinion. Un questionnaire bref et précis sur les transformations du travail et leurs conséquences ne pourrait-il pas prendre la forme d'un tract qui ferait connaître la revue en même temps qu'il l'informerait, par lequel elle trouverait ainsi à la fois des lecteurs et de quoi se faire lire ?

La conséquence la plus certaine de l'automatisation, c'est la réduction du nombre des ouvriers, et par suite de leur force de contestation. On assiste en même temps à l'augmentation du nombre des techniciens, à l'élargissement du « secteur tertiaire » à la prolifération des « cadres ». Autant d'emplois qui, physiquement moins pénibles, ne mettent pas pour autant à l'abri de la déshumanisation. Et il s'en faut de beaucoup qu'ils soient tous indispensables. L'accroissement de la productivité ne doit pas dissimuler celui du parasitisme et du gaspillage. Ce n'est pas seulement la différence qu'il y a entre leurs salaires, mais parfois celle qu'il y a entre leurs tâches, qui fait un vain mot de la solidarité des salariés.

Et la réduction de la durée du travail ne va nullement de soi. C'est elle seule pourtant

— et non pas des hausses de salaires aggravant chaque fois qu'elles sont hiérarchisées l'exploitation des salariés les uns par les autres — qui offre l'espoir d'un sort plus humain, d'un sort ne se réduisant pas à produire et consommer, au nombre très grand de ceux pour qui ce n'est pas le travail qui peut donner à la vie un sens et un prix, mais le loisir.

LE SOCIALISME. — Nulle part le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie et l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange n'ont libéré les travailleurs, comme ils l'espéraient, de leurs chaînes. Imposé d'en haut, par des chefs, le socialisme est partout plus ou moins demeuré un socialisme d'Etat ou, comme on voudra dire, un capitalisme d'Etat.

Louzon faisait bien de distinguer, dans le numéro de février de « La Révolution Proletarienne », les trois formes différentes qu'a prises la révolution sociale en Russie, en Yougoslavie et en Chine. Il n'empêche que les régimes ainsi constitués ont un trait commun : produits de l'autorité, ils sont à quelque degré, même en Yougoslavie, bureaucratiques, cependant que l'économie de marché le devient à l'Ouest, où le capitalisme semble capable d'organiser la liberté, mais celle des entreprises plutôt que celles des travailleurs.

On peut trouver à cette ressemblance au moins deux raisons. La première est la transformation scientifique de la production et sa planification dans les entreprises et dans l'Etat. L'autre est la possibilité fournie par les fonctions nouvelles de renouveler l'exploitation de l'homme par l'homme : et c'est ainsi que les transformations du travail sont une conséquence autant qu'une cause de la bureaucratization de l'économie. On peut dire à cet égard qu'une certaine dose de socialisme a pénétré les Etats occidentaux par les voies de la réglementation du marché du travail, de la Sécurité Sociale et de la planification. Il commençait d'en être ainsi, au moment où Simone Weil écrivait son article, sous le régime mis en place par Hitler et appelé par lui national-socialiste. Et s'il faut un mot pour désigner cette absorption du travailleur par la machine sociale, cette tendance de la société à opprimer, directement ou indirectement, l'individu, reconnaissons que le mot de socialisme ne convient pas si mal.

LE SYNDICALISME. — Le vrai visage du syndicalisme n'est pas non plus celui qu'on espéra. Pas plus que l'Etat ouvrier, contradiction dans les termes, les syndicats n'ont été la matrice de cette « société d'hommes fiers et libres » qu'un Pelloutier appelait de ses vœux et dont il voulait hâter l'avènement par son action. Aux syndicats de métier, fondés par des ouvriers qui avaient un métier et pouvaient y mettre leur fierté, se sont substitués les syndicats d'industrie Et dans ces syndicats de masse s'est creusé le même fossé que dans les grandes entreprises elles-mêmes entre les *cadres* et les *encadrés*. Ce sont les nécessités de l'action organisée qui ont rendu inévitable cette séparation entre les militants, avec leurs préoccupations propres, leurs propres raisons de vivre, et les autres. Mais le militantisme même en a fait la séparation de

deux genres d'existence, de deux mondes étrangers. Aussi bien y a-t-il là un équivalent de cette promotion, de cet « écrémage », comme disait Monatte avec inquiétude, qui enlève d'entre les ouvriers tous ceux dont l'économie peut faire ses techniciens ou ses cadres. Et, en France, le syndicalisme a suivi le même chemin que le parlementarisme, les différentes centrales se trouvant à l'égard des travailleurs dans la même situation que les partis à l'égard des citoyens. On garde toutefois plus de confiance dans les délégués que dans les députés. Mais le syndicalisme n'est pas plus la démocratie ouvrière que le gaullisme n'est la démocratie directe. Il n'est guère niable que militants et permanents fassent partie, qu'ils le veuillent ou non, de cette classe bigarrée qu'on a appelée, non sans raison, la « classe politique ».

Sans doute la bureaucratisation des syndicats n'a-t-elle pas atteint le même degré d'un pays à l'autre, d'une branche de l'économie à l'autre. Au mieux, l'appareil de direction des syndicats reste un ordre de militants qui se donnent tout entiers à la Cause (et on sait ce qu'il advient des ordres de chevalerie) ; au pire, il arrive que ce soit un ramassis de gangsters qui emplissent leurs poches, comme le cas s'est produit, d'une manière exceptionnelle, mais symptomatique, aux Etats-Unis. Entre les deux pourraient s'observer toutes sortes de degrés de ressemblance avec un corps de fonctionnaires qui font carrière. On songe à leur donner une formation convenable.

La machine économique, pour bien fonctionner, avait besoin d'un volant. Ce sont les syndicats qui jouent ce rôle régulateur. Ainsi sont-ils intégrés à la société, s'ils ne le sont complètement à l'Etat lui-même, comme dans les pays socialistes. Cette intégration complète aurait peut-être pour l'économie de marché moins d'avantages que d'inconvénients, le moindre n'étant pas la désaffection des travailleurs. L'indépendance du syndicalisme n'est plus aujourd'hui, à l'Ouest, qu'un des aspects de la séparation des pouvoirs. Il faut du reste se garder de mépriser cette condition d'une relative liberté. Comme il y a un pouvoir politique, un pouvoir judiciaire, il y a un pouvoir syndical.

Il n'est pas facile pour le peuple de tirer parti de l'opposition même des divers pouvoirs, de diviser pour régner. Mais il faut voir les choses comme elles sont. Peut-il demeurer du syndicalisme révolutionnaire rien d'autre qu'un souvenir ? Les syndicats sont des institutions, et des institutions ne peuvent rester révolutionnaires. Institutions utiles, comme le sont les écoles, les hôpitaux, les tribunaux et les prisons mêmes, hélas, de Pastre et de ses camarades, comme le sont les communes, dont la lointaine origine n'est pas moins révolutionnaire, et les compagnies d'assurances. La situation n'est pas toujours révolutionnaire, et ne l'est même pas d'une manière prévisible. Les syndicats sont les organes permanents de la revendication et de la contestation. S'ils en amortissent les effets, ils ne les suppriment pas, et peuvent les rendre fructueux dans l'immédiat. Ni regrets, ni illusions : il suffit de se rendre un compte aussi exact que possible de ce que sont les syndicats et de ce qu'ils ne sont pas, de la sorte de confiance et de la sorte de méfiance qu'ils doivent inspirer. Mais qu'on n'ait pas d'yeux que pour la vie syndicale. Qu'on ait quelque attention pour ce

qui se pense et ce qui se fait « hors des organisations », comme en 1933 déjà le demandait Simone Weil. Peut-être faudrait-il prendre garde plus qu'on ne fait à « La Révolution Prolétarienne » au phénomène des « grèves sauvages », en France et à l'étranger. Il faut en tout cas réfléchir sur la manière dont se déclenche telle ou telle grève, sur la manière aussi dont des négociations « au sommet » ont, par exemple, terminé celle des mineurs (ou aux Etats-Unis celle de l'acier, celle des journaux new yorkais) et abouti aux accords Renault. Pas plus qu'à l'antique formule, « le Sénat et le peuple romain », il ne faut se laisser prendre à celle qu'on emploie volontiers à « La Révolution Prolétarienne » : « les syndicats et les travailleurs ».

**

Essayant de faire le point, j'ai voulu seulement indiquer quelques sujets sur lesquels le libre examen des faits et la libre confrontation des opinions peuvent trouver lieu dans cette revue. L'effort de lucidité dont Simone Weil donnait l'exemple il y a trente ans ne doit pas avoir de cesse. Il ne faut pas craindre, à « La Révolution Prolétarienne », revue syndicaliste révolutionnaire, de s'interroger sur le sens des mots « prolétariat », « syndicat », « révolution ». Ce qui exige aujourd'hui la plus grande vigilance, à cause du progrès technique qui l'aggrave, c'est la tendance de la vie sociale à absorber le travailleur dans la machine économique, le citoyen dans l'Etat. L'homme doit se sauver de cette déshumanisation, soustraire aux appareils administratifs de l'Etat et de l'économie une part de vie propre et par lui gouvernée. Il lui faut du temps. Une vie libre, c'est d'abord du temps libre. Alfred Sauvy a calculé que si les besoins ne s'étaient pas considérablement accrues l'augmentation de la productivité pendant le dernier quart de siècle aurait abaissé à quarante ans l'âge de la retraite. Et on n'est pas encore revenu à la semaine de quarante heures. Que ce soit devenu la revendication majeure est du moins un signe favorable. Mais soyons en garde contre les multiples besoins créés par la recherche du profit. Soyons en garde contre toutes les mystifications. Il y a aujourd'hui pour les travailleurs quelques raisons de penser que la conquête du pouvoir politique est un leurre. Qu'ils se demandent si à l'échelle des entreprises modernes la conquête de la gestion économique n'en est pas un autre. Mieux vaut peut-être, quel que soit le régime, capitaliste ou socialiste, un contrôle véritable dans la mesure où on peut le rendre possible, étant entendu qu'il n'y a de véritable contrôle qu'un contrôle *direct*. Il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre, ou plutôt il ne faut pas prendre une ombre pour une proie. Il s'agit en fait de *résister* à une bureaucratie multiforme. Que les travailleurs conservent obstinément leurs distances à l'égard de l'Etat, des entreprises pour le compte desquelles ils travaillent, et de leurs propres organisations, elles-mêmes bureaucratisées. Qu'ils ne se laissent en aucun cas duper. Qu'envers et contre tout ils gardent leur jugement. Dans la mesure où elle les y aide — et sans oublier ceux qui ne militent pas dans les organisations — « La Révolution Prolétarienne » est leur revue.

Georges LAMIZET

Notes d'Economie et de Politique

« LE PAPE ? CONNAIS PAS ! »

Il paraît qu'aux Indes, à New-Delhi, les drapeaux des ambassades furent mis en berne le jour de la descente en crypte du cadavre de Jean XXIII ; tous les drapeaux, sauf un... celui de la Chine. Et, comme l'on demandait à un fonctionnaire de l'ambassade le pourquoi de cette singularité, il répondit : « Le pape ? connais pas ! »

Bravo !

C'est une chose inconcevable, que personne n'aurait cru possible il y a encore seulement quelques années, que des représentants d'Etats laïques, plus encore, d'Etats qui se disent « communistes », puissent prendre le deuil pour la mort d'un pape ! C'est-à-dire la mort du grand chef de l'Internationale des mystificateurs, de ceux qui, spéculant sur la crainte de la mort qui hante la plupart des humains, propagent les fables qui les rassurent, ce qui leur procure prébendes et pouvoirs, tant pour eux que pour leurs alliés naturels, les détenteurs de l'autorité temporelle.

Cette différence de comportement montrée en cette circonstance par Moscou et par Pékin, illustre bien ce qui distingue Mao-Tsé-Tung de Khrouchtchev, le révolutionnaire victorieux du bureaucrate arrivé.

Mais il faut peut-être aller plus loin : se demander si la différence de comportement entre les deux hommes à cette occasion n'est point l'annonce d'un regroupement politique des Etats.

Khrouchtchev ne s'est pas contenté de mettre ses drapeaux en berne pour la mort du pape ; il envoie aux funérailles dudit trois hauts dignitaires de son clergé pour y représenter l'église orthodoxe.

Or, c'est la première fois, a-t-on eu soin de nous rappeler, que depuis le schisme du XI^e siècle entre Constantinople et Rome, pareil fait se produit. Pour la première fois, depuis près d'un millénaire, les deux principales branches du christianisme vont se trouver réunies à Rome autour d'un même cercueil, celui du chef de l'une des deux branches.

Il y a là, vraisemblablement, beaucoup plus qu'un événement sans lendemain. Il annonce sans doute un prochain bouleversement des alliances. Bouleversement qui fera qu'il n'y aura plus, d'un côté le « monde libre », et de l'autre, le monde « communiste », mais : d'un côté la chrétienté, et de l'autre, les peuples athées.

Au fond, la religion est ce qui distingue et oppose le plus les hommes, non point tant, certes, à cause de ses caractères propres, que parce qu'elle est l'expression de différences économique-sociales, et même peut-être biologiques, profondes. Prenez, par exemple, un Nord-Africain et un Français. Qu'est-ce qui les distingue si ce n'est leur religion : l'un est musulman et l'autre chrétien.

Il ne serait donc pas étonnant que, tout come au temps des Croisades, ce soient, d'après les emblèmes religieux qu'ils arborent, que les peuples du monde se regroupent et... se combattent.

La chrétienté peut retrouver son unité, de San-Francisco à Vladivostock, et le télétype qui va bientôt réunir le bureaux de Kennedy

et de Khrouchtchev se doubler d'un autre reliant le Vatican et le Saint-Synode, cependant que tous ceux-là qui ne croient pas à la divinité de Jésus, ni de quiconque, se contentent de révéler leurs sages, qu'ils aient nom Bouddha, Confucius ou Lao-Tseu, c'est-à-dire ceux qui constituent les innombrables multitudes de l'Extrême-Orient, disputeront aux disciples du Christ l'empire du monde, et cependant aussi que le « Tiers Monde », celui de l'Islam se tiendra autant que possible sur la touche, se contentant de compter les coups.

Peut-être est-ce là une anticipation trop osée ? Il me semble cependant apparent, dès maintenant, que les peuples de notre globe tendent à se regrouper selon ces vieilles lignes de démarcation que sont les religions et que les manifestations russes qui se sont produites à l'occasion de la mort de Jean XXIII en sont, pour ainsi dire, l'annonce officielle.

LA FIN DES PARTIS, DES IDEES, DES CLASSES

Il n'y a guère vraiment plus lieu d'insister sur le fait de la disparition des partis politiques, la chose est trop évidente. Le récent congrès du M.R.P. décidant que le parti allait se dissoudre pour contribuer à la création d'un nouveau parti dont le congrès a dit lui-même ne pas savoir d'après quels principes et sur quel programme il serait constitué, est caractéristique à cet égard.

Et que dire de l'U.N.R., le plus grand parti du Parlement, qui, dès sa constitution, a refusé de se donner d'autre programme que celui d'approuver « inconditionnellement » tout ce que ferait ou ne ferait pas un certain individu, et qui, en conséquence comprend parmi ses membres aussi bien d'acharnés conservateurs que des gens plus ou moins socialistes.

Et je passe sous silence le parti dit socialiste (S.F.I.O.) dont la politique a été depuis dix ans en contradiction telle avec son programme qu'on ne peut plus dire qu'il ait un programme. Un parti qui fait l'expédition de Suez et installe la torture en Algérie n'a plus rien des principes dont il prétend se réclamer.

Il n'y a donc plus de partis politiques, c'est-à-dire de groupements d'hommes ayant des idées politiques communes et s'unissant pour les faire triompher ; il n'y a plus que des équipes de politiciens professionnels, s'aidant mutuellement à conquérir des mandats. Aucun parti sauf, peut-être, dans une certaine mesure, le parti communiste, ne comprend plus d'autres membres que des élus, des candidats et leurs agents électoraux.

C'est que, pour exister, pour exister réellement, les partis ont besoin d'une idée. « Il faut au peuple une idée ou un sabre », disait Valès. Plus encore qu'aux peuples, c'est une idée qu'il faut aux partis. L'idée autour de laquelle ceux-ci se groupent est leur raison d'être. C'est elle qu'il leur faut faire triompher. C'est par amour d'elle que leurs membres se sont rassemblés, qu'ils parlent, qu'ils agissent, qu'ils se battent. Supprimez l'idée, et vous n'avez plus dans ce que vous appelez encore un parti qu'une troupe de mercantis qui font de la po-

litique, comme d'autres de la brocante pour se faire une situation et gagner leur vie.

Si la France a été depuis près de deux siècles la terre d'élection des partis politiques, c'est que, depuis deux siècles, elle est le pays où ont proliféré plus que partout ailleurs, les idées politiques.

Il y a eu des partis républicains pour instaurer la République, puis la défendre. Il y a eu des partis monarchistes pour étrangler « la queue » et rétablir les institutions de l'Ancien Régime. Il y a eu des partis bonapartistes entendant tout sacrifier à la gloire militaire. Il y a eu des partis bourgeois, conservateurs ou libéraux, cherchant à cantonner l'Etat à l'intérieur de limites qu'ils ne voulaient point lui laisser dépasser. Il y a eu des partis qui voulaient avant tout libérer l'Etat de l'emprise de l'Eglise. Il y a eu enfin les partis socialistes, résolus à établir la justice sociale pour la suppression de la propriété privée des moyens de production.

Or, maintenant, tout cela n'est plus. Peut-on dire, en effet, qu'est monarchiste, celui qui veut faire des descendants des rois, un Président de République ? Peut-il exister encore des bonapartistes dans un pays où absolument plus personne ne veut risquer sa peau pour quoi que ce soit ? Et peut-on dire qu'il y a encore des républicains dans un pays où personne n'a levé le petit doigt quand, à deux reprises, par Pétain et par de Gaulle, la République a été mise au rancart ? Peut-on dire également qu'il existe encore des radicaux, alors que tout le monde, en France comme ailleurs, fait sa cour à l'Eglise ? Et peut-on dire qu'il y a toujours des socialistes alors que personne, pas même les soit-disant communistes, ne cherche à détruire la propriété individuelle, mais seulement à devenir propriétaire ?

A ces idées mortes, s'en est-il substitué de nouvelles ? Nullement !

L'égalité politique entre les hommes, la libération de l'esprit humain des affres de la religion et du pouvoir de l'Eglise, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme étaient des Idées. Des Idées suffisamment hautes pour être capables d'animer et de rassembler des volontés, pour qu'on soit même prêt à sacrifier sa vie pour elles.

Or, aujourd'hui, je ne parviens point à en découvrir de telles. Qui ira aujourd'hui se faire tuer pour l'Europe, pour la Plan, voire même pour ou contre la loi Barangé, pour ou contre la force de frappe ?

Les dieux sont morts, et il n'en est point né de nouveaux.

Et c'est donc parce qu'il n'y a plus d'Idées qu'il n'y a plus de Partis ; mais tout juste quelques pauvres types qui font profession de la politique.

Seconde question, plus grave : pourquoi plus d'Idées ?

La réponse est : il n'y a plus d'Idées parce qu'il n'y a plus de classes, ou plus précisément, parce que les classes tendent à disparaître.

Certes, bien sûr, il y a encore des prolétaires et il y a encore des bourgeois. Des gens qui n'ont rien, et d'autres qui « en ont trop ». Il y a ceux qui travaillent toute leur vie, chaque jour de la semaine, pour gagner juste de quoi ne pas mourir de faim, et ceux qui, tout en ne fichant rien, disposent de toutes les commodités et de tous les agréments de la vie.

Cependant, s'il est vrai que dans les rapports de production les situations respectives du patron et du salarié n'ont guère changé, les conditions de vie de l'un et de l'autre n'en tendent

pas moins à se rapprocher. Bourgeois et prolétaires ne sont plus, ainsi que le prétendait encore Disraéli au milieu du siècle dernier, deux « races » distinctes. Il n'y a plus celui qui est en blouse et celui qui porte redingote. Il n'y a plus celui qui roule carrosse et celui qui n'a que ses jambes. Il n'y a plus celui qui n'a d'autres ressources, quand il est malade, que d'aller crever à l'hôpital. Et, durant des vacances, de même durée, patrons et salariés se rencontrent sur les mêmes plages.

Et surtout, surtout, il y a la « promotion sociale ». Tout prolétaire dont la progéniture est moyennement douée peut avoir légitimement l'espoir que ses enfants ne connaîtront pas sa dure condition, qu'au contraire, grâce à l'« instruction », ils accéderont à la classe supérieure.

La société tend ainsi à devenir dans son ensemble un magma indifférencié, plus ou moins homogène, où subsistent encore certes, des différences, mais seulement de différences quantitatives et non plus des différences qualitatives ; les fossés se combent.

Aussi les antagonismes de classes n'ont-ils plus la virulence d'autrefois. On ne conçoit plus quère aujourd'hui que des ouvriers parisiens puissent fusiller des bourgeois et des curés pris comme otages ou que des femmes de bourgeois puissent crever de la pointe de leurs ombrelles les yeux des Communards blessés, comme cela eut lieu dans les rues de Paris il y a moins d'un siècle.

Or, qui dit homogénéité au lieu d'hétérogénéité, qui dit diminution des antagonismes et des luttes entre les classes, dit, par cela même, diminution du heurt entre Idées, et, par suite, tendance à la disparition des Idées, car toute Idée n'existe que par son contraire. L'antagonisme des classes, la lutte des classes est la source de tout développement intellectuel comme de tout progrès matériel ou social. Leur atténuation tend à effacer les Idées ; à la limite, elle les supprime.

Il ne faut donc quère compter voir des Idées réapparaître et, par conséquent, des partis reprendre vie, tant que les luttes de classes ne redeviendront point ardentes.

LA QUERELLE DE DROITS DE DOUANE

On sait qu'il y a quelques mois Kennedy obtint du Parlement américain, non sans peine, l'autorisation de réduire les droits de douane américains de 50 % au maximum, à condition que soient consenties des réductions correspondantes sur les droits de douane dont les pays étrangers frappent les produits américains.

Fort de cette autorisation, Kennedy a fait commencer des négociations douanières avec le marché commun et doit en faire commencer également avec tous les pays groupés dans le G.A.T.T., c'est-à-dire les pays ayant souscrit à un accord général sur le commerce et les droits de douanes.

Or, dès le début, une difficulté majeure s'est présentée.

Certes, que l'Amérique soit prête à abaisser de 50 % ses droits de douane, c'est magnifique ! mais... il y a un mais, qui fait que les pays auxquels on fait une offre aussi alléchante ne sont pas du tout, mais pas du tout, emballés.

Ce que l'Amérique leur dit, en effet, est ceci : je vais réduire de moitié mes droits de douane sur vos produits, mais faites-en autant : réduisez les vôtres de moitié sur ce que je vous envoie.

Proposition qui, à première vue paraît très honnête, mais qui ne l'est pas du tout, et voici pourquoi :

Les droits de douane américains sont actuellement très élevés, beaucoup plus élevés que ceux des pays européens ; ils atteignent facilement 80 % de la valeur du produit, alors que les droits européens dépassent rarement 30 %.

Il s'en suit que, la plupart du temps, après sa réduction de moitié un droit de douane américain sera encore prohibitif pour le produit européen, tandis que le droit de douane européen qui pouvait être encore prohibitif à 30 %, par exemple, ne le sera plus lorsqu'il aura été réduit à 15 %.

D'où la contre-demande des Européens : il ne s'agit pas de réduire dans la même proportion les droits de douane, ce qu'il faut c'est les ramener au même niveau. Vous avez en Amérique, sur tel produit, un droit de douane, disons de 50 %, en le réduisant de moitié vous l'amenez à 25 % ; et bien ! si notre droit de douane sur ce produit est de plus de 5 %, de 30 % par exemple, nous acceptons volontiers de le ramener à 25 %, comme le vôtre, mais non à 15 %, comme nous aurions à le faire si nous le réduisions, comme vous de moitié.

Proposition, semble-t-il équitable, mais qui ne sera certainement pas acceptée par les Américains.

Pourquoi ?

Parce que si l'économie américaine s'ouvrirait plus largement aux produits étrangers sans être assurée de voir les pays étrangers s'ouvrir au moins aussi largement à ses exportations, c'est serait fini de sa prospérité.

Depuis le premier jour où elle est apparue sur le marché mondial, l'industrie américaine a toujours vécu sous un régime hautement protectionniste qui ne permettait aux produits étrangers d'entrer en Amérique qu'en nombre fort limité et les obligeant, en raison du droit de douane élevé, à y être vendus cher.

L'industrie américaine n'est-elle pas la première du monde ? La productivité n'y est-elle pas supérieure à tout ce que celle-ci est ailleurs ? L'outillage n'y est-il pas le plus perfectionné qui soit, et l'ouvrier américain le plus habile et le plus rapide de tous les ouvriers ? Comment se fait-il donc que les Etats-Unis ne puissent soutenir la concurrence des produits étrangers que s'ils ont le secours de droits de douane considérables ?

La raison de cet étonnant paradoxe, il faut la chercher tout simplement dans le domaine des salaires.

Il se peut (bien que ce soit à contrôler) que les prix de revient américains calculés en heures de travail soient plus bas que les prix de revient européens, mais, calculés en argent, c'est-à-dire en salaires payés pour ces heures de travail, les prix de revient américains, loin d'être plus bas, sont, en règle générale, plus élevés que ceux de nos pays. Cela pour une raison bien simple, c'est que les salaires américains sont plus élevés que les nôtres. Il arrive qu'en Amérique un ouvrier touche pour une heure de travail ce qu'un ouvrier français met une journée, et un ouvrier japonais plusieurs journées à gagner — la raison essentielle de ces hauts salaires réside dans la pénurie en ouvriers qualifiés qui a régné constamment en Amérique du fait de l'extension rapide de son industrie et des barrières qu'elle a mises depuis les débuts de ce siècle, à l'immigration des étrangers.

Ce sont ces hauts salaires, le haut niveau de vie qu'a dû concéder le patronat américain à

ses salariés, qui font que l'industrie américaine ne pourrait point continuer à vivre et à prospérer sans protection douanière.

L'industrie européenne fera donc bien de ne pas se bercer d'illusions. L'Amérique est et restera protectionniste, hautement protectionniste. Elle n'acceptera des produits étrangers sur son sol en plus grande quantité que si elle peut exporter davantage de ses propres produits à l'étranger.

Il est donc probable que les pourparlers actuels vont finir comme d'ordinaire en ces matières, par une côte mal taillée ; l'Europe ne réduira pas de 50 % ses droits de douane comme le voudrait l'Amérique, mais elle ne les réduira pas seulement au niveau du nouveau droit de douane américain, comme le voudrait l'Amérique, elle les réduira tout juste dans la proportion nécessaire pour que la différence de degré entre le protectionnisme américain et le protectionnisme européen soit maintenue telle qu'elle est aujourd'hui, mais à un niveau plus bas.

—o—

A cet empirisme, à ces marchandages de marchands de tapis qui continuent à caractériser toutes les discussions de ce genre, il y aurait avantage tout de même à substituer des procédés plus rationnels.

J'en ai déjà parlé il y a quelques années, je me permets d'y revenir.

Du point de vue du socialisme internationaliste, il n'est qu'une justification aux droits de douane ; c'est celle qu'invoque précisément l'Amérique, celle du niveau de vie plus élevé des travailleurs. Il est, en effet, inacceptable que l'ouvrier à haut niveau de vie se voit privé de son travail à cause du bas prix du produit fabriqué par un ouvrier à bas niveau de vie. Il faut donc protéger le hauts salaires contre les bas salaires, les industries des pays où l'ouvrier est bien payé contre celles des pays où l'ouvrier est mal payé.

Dès lors, le niveau de tarifs douaniers doit être fixé essentiellement d'après le niveau des salaires réels payés dans les différents Etats : Il ne s'agit pas de savoir, pour décider du droit de douane à lui appliquer, si tel ou tel produit vous fera ou ne vous fera pas concurrence : ce qu'il faut c'est savoir combien l'ouvrier qui l'a fabriqué a été payé, et combien vous payez, vous, l'ouvrier qui le fait chez vous.

C'est ainsi seulement que l'on pourra avoir un régime douanier rationnel et qui, ce qui est plus important, contribuera à préserver ici et à promouvoir là, des salaires élevés.

UN MYSTERE S'ECLAIRCIT

On se rappelle peut-être encore, au moins les plus vieux d'entre nous, les procès de Moscou. Et la stupeur dont nous fûmes frappés lorsque nous vîmes tous ces vétérans de la Révolution, qui, durant toute leur vie, dans les prisons du tzar, en Sibérie, dans l'exil, dans la clandestinité, avaient donné tant de preuves de leur courage, de leur « indomptabilité », plaider coupable. Déclarer publiquement qu'il était vrai qu'ils étaient des traîtres, traîtres à leur parti, traîtres à la Révolution, traîtres à la classe ouvrière, et qu'il était juste qu'ils soient condamnés.

Qu'avait-il donc pu se passer ?

Certains d'entre nous se livrèrent à des spéculations psychologiques plus ou moins audacieuses, prétendant expliquer ces « aveux » par la mentalité bolchevique, par la volonté de rester absolument fidèle au parti, même lorsque le parti vous oblige à mentir et à signer votre propre condamnation.

D'autres considèrent comme plus probable que si ces militants n'apparaissaient plus, dans les audiences publiques de tribunaux, que comme des loques humaines, c'est qu'ils avaient été "droqués".

Droqués, mais... par quelles drogues ? Y avait-il vraiment des substances chimiques qui pouvaient obliger un homme à dire, non ce qu'il voulait dire, mais ce qu'on voulait lui faire dire, alors qu'il y allait de sa vie, et, plus encore, de son honneur ?

Or, bien qu'il fut assez souvent question déjà à l'époque de pareilles drogues, rien de certain, tout au moins à ma connaissance, ne permettait d'en affirmer sûrement l'existence.

Mais aujourd'hui, trente ans après la première grande terreur stalinienne, un fait bien établi, officiellement établi, prouve qu'une telle drogue existe et est efficace.

En effet, une dépêche de l'agence Associated

Press nous a appris le mois dernier qu'un tribunal autrichien venait d'ordonner la libération immédiate de deux hommes condamnés à 14 ans de prison chacun, parce qu'ils n'avaient point pu commettre le crime pour lequel ils avaient été condamnés et qu'ils avaient avoué ; ils l'avaient avoué à la suite d'un piqûre de scopomaline qui leur avait été faite par le médecin de la police, médecin qui, à son tour, a avoué (mais lui, sans piqûre de scopomaline) et a été arrêté.

Ainsi donc, la mémoire de nos camarades russes est définitivement lavée. Nous savons maintenant d'une façon certaine que des drogues pour faire "avouer" existent, et étant donné la totale absence de scrupules de Staline et de sa Guépéou, il y a 99 chances sur 100 pour qu'ils les aient employées.

Robert LOUZON.

ÉVOLUTION DU MOUVEMENT SYNDICAL EN SYRIE

L'évolution du mouvement syndical syrien est intimement liée à celle de la situation politique intérieure et extérieure de la Syrie. Comme dans les autres pays arabes — le Liban est un cas très particulier — la revendication sociale ne pouvait se développer sans affronter des problèmes de nature proprement politique : colonialisme, unité arabe, dictature.

1924-1946 : SOUS LE MANDAT FRANÇAIS

Les anciennes corporations regroupent toujours les métiers artisanaux, mais le timide début d'industrialisation provoque la formation d'une classe ouvrière, qui se distingue encore assez mal des paysans. Les premières unions syndicales sont fondées en 1924 et 1936 dans les chemins de fer, les transports, les industries textiles (Damas), le ciment et le sucre (Homs). Elles s'unissent en 1936 dans un Syndicat Uni et comptent alors 18.000 adhérents, puis, très rapidement 30.000. Pendant cette période, l'activité syndicale est absorbée par la lutte politique contre la domination coloniale française : les grèves qui éclatent entre 1935 et 1936 (la plus importante en 1936) sont à caractère politique.

1946-1954 : L'INDEPENDANCE, LA FAILLITE DU GOUVERNEMENT CIVIL ET LA DICTATURE MILITAIRE

L'indépendance nationale acquise, les revendications sociales des ouvriers passent au premier plan : une grève de 60 jours éclate dans toutes les industries et dure du 1^{er} mai au 30 juin 1946. Elle permet les premières conquêtes ouvrières en Syrie : journée de huit heures, congé hebdomadaire, congés payés annuels de 14 jours. 70 % des ouvriers sont alors syndiqués (environ 50.000).

Mais un fait politique transforme en 1949 les conditions de l'action syndicale : ébranlé par la défaite de la guerre de Palestine, le gouvernement des vieilles classes dirigeantes syriennes (grands féodaux terriens, grands commerçants des villes) est renversé par l'armée qui installe le colonel Shishakli au pouvoir. Poussés par un profond ressentiment contre les vieux politiciens et animés d'un vague réformisme, les militaires gouvernent jusqu'en 1954 de la manière la plus autoritaire. Promulgués sans appui populaire, les décrets de réformes se heurtent à l'opposition tenace et efficace de l'oligarchie et restent « sur le papier » ; par contre, les partis sont interdits et Shishakli essaie de briser les syndicats en les intégrant dans son parti unique ; beaucoup de syndicalistes sont jetés en prison. Contre la dictature, des grèves à la fois politiques et sociales éclatent sporadiquement, pour la liberté syndicale, le droit de grève pour les fonctionnaires et de meilleurs salaires. La dictature

cesse en 1954, mais le mouvement syndical en sort très affaibli.

1954-1958 : RETOUR DU GOUVERNEMENT CIVIL

Il reprend cependant rapidement sa croissance et obtient dès 1954, par une grève de 38 jours, l'application des lois sociales de 1946 qui avaient été constamment tournées par le patronat. Jusqu'en 1958 la presque totalité des ouvriers de l'industrie est syndiquée (84.000 sur 90.000). Mais la vie syndicale ne cesse pas, bien au contraire, d'être agitée par les grandes questions politiques de la Syrie et du Moyen-Orient, particulièrement celle de l'unité arabe. A partir de 1954, le Parti Socialiste de la Résurrection Arabe (Ba'ath) accroît son influence sur le Syndicat Uni : en 1954, 4 des 11 membres du Comité Directeur appartiennent au Ba'ath alors qu'un seul est communiste. En 1956, 6 membres du Comité Directeur appartiennent au Ba'ath, dont le Président Khaled Hakim, alors que 3 sont communistes. Cette même année, communistes et Ba'athistes s'allient dans la lutte contre le Pacte de Bagdad, mais 1957 voit déjà la fin de cette alliance : les communistes s'allient à la réaction, alors que les Ba'athistes prennent une place prépondérante avec leur idée de l'Union Arabe.

C'est sous l'impulsion des Ba'athistes que le Syndicat Uni de Syrie fonde, avec les syndicats égyptiens, jordaniens et d'Aden (ces deux derniers également dominés par le Ba'ath), la Fédération Syndicale Arabe. Certaines unions égyptiennes et syriennes étaient auparavant membres de la C.I.S.L., alors que les communistes menaient une campagne pour l'adhésion à la F.S.M. A cette campagne les Ba'athistes répliquent par le mot d'ordre de non-alignement de la nouvelle Fédération Syndicale Arabe, qui correspond bien à leurs principes politiques neutralistes.

1958-1961 : L'UNION AVEC L'EGYPTE

Au début de l'Union, les ouvriers syriens tentent de réaliser l'union syndicale avec leurs camarades égyptiens et réclament une uniformisation des lois de travail. Mais ils se heurtent, tout comme le parti Ba'ath qui a toujours sur eux une grande influence et qui a provoqué l'Union, à la politique paternaliste de Nasser. Cette politique consiste à donner des avantages substantiels à la classe ouvrière en échange de sa soumission et de son intégration complète à l'Etat. Et, en effet, de nombreux avantages sont accordés aux ouvriers syriens en 1959 et en juillet 1961 : nombre des jours fériés porté de 7 à 11, congés payés annuels portés de 14 à 21 jours, loi d'assurance sociale (maladie, vieillesse, indemnité de renvoi, retraite), partici-

pation des ouvriers au Conseil d'Administration de leur entreprise par l'intermédiaire de leur syndicat (2 membres du C.A. sur 7), distribution de 25 % des bénéfices de l'entreprise aux ouvriers.

Mais, en échange de ces avantages, Nasser veut un syndicat soumis et qui collabore étroitement avec le pouvoir. Une nouvelle loi de travail annule en 1959 le droit de grève. Le Conseil d'Arbitrage, créé par les lois sociales de 1946 où les syndicats étaient représentés et qui leur était souvent favorable, est abrogé. La direction du Syndicat Uni, présidé par le ba'athiste Khaled Hakim, recherche longtemps une entente avec Nasser, mais refuse de se laisser soumettre. Nasser a alors recours à des élections syndicales truquées, et supprime toute liberté syndicale en intégrant le syndicat dans la nouvelle Union Nationale (parti unique nassérien d'alors), ce qui entraîne, en 1960, la démission de la direction ba'athiste, qui suit ainsi l'exemple des ministres ba'athistes du gouvernement de la R.A.U. qui avaient démissionné à la fin de 1959. Il s'ouvre alors pour les syndicalistes — et particulièrement ceux du Ba'ath — une période de terreur (la police secrète les pourchasse, les emprisonne et les torture) qui ne s'achève qu'avec le retrait de la Syrie de la R.A.U. provoqué, en septembre 1961, par l'armée syrienne, soutenue par le pays tout entier, las de cette contrainte.

APRES LA SCISSION DE SEPTEMBRE 1961 : LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

L'échec de l'union avec l'Egypte discrédite provisoirement le Ba'ath — artisan de cette union — et ramène au pouvoir la vieille équipe des féodaux et des grands hommes d'affaires. Les syndicats,

dissous par Nasser, le restent par le nouveau gouvernement réactionnaire. Leur existence est cependant tolérée, les dirigeants nommés par Nasser s'étant, en bons opportunistes, ralliés au nouveau régime, Khaled Hakim et ses amis ba'athistes conservent cependant leur influence dans les différentes unions qui se reconstituent, et provoquent grèves et manifestations contre les mesures réactionnaires du gouvernement (dénationalisations, arrêt de la réforme agraire, loi donnant la possibilité au ministre du Travail de dissoudre toute union syndicale). Quelques mois après la scission, l'idée de l'union avec Nasser reprend force dans les masses populaires, déçues par la politique du gouvernement réactionnaire. Les dirigeants opportunistes du Syndicat Uni changent alors de position et poussent eux-mêmes à la manifestation ; ils sont alors arrêtés et jetés en prison. En septembre 1962, le gouvernement « organise » des élections syndicales pour une nouvelle Fédération qui lui est favorable. Comme le parti Ba'ath, Khaled Hakim reste officiellement à l'écart, reprenant en réalité un travail en profondeur pour réorganiser la classe ouvrière et amener la masse des ouvriers agricoles et des petits paysans à la lutte syndicale pour leurs droits sociaux. Ils se trouvent ainsi confrontés aux problèmes politiques, économiques et sociaux posés par la transformation actuelle du monde arabe.

Les derniers événements d'Irak et l'évolution interne du Ba'ath reposent les mêmes questions au mouvement syndical, mais dans un cadre politique qui semble avoir beaucoup évolué depuis l'échec de l'Union Syro-Egyptienne. Il est prématuré d'apprécier l'évolution actuelle, faute d'informations suffisantes.

H. S.

Au secours des libertaires cubains

La répression à l'égard de libertaires cubains ne se ralentit pas. Voici quelques nouvelles concernant certains d'entre eux :

Luis Miguel Linsuain, purge sa peine de 30 ans à la prison de Bonatio, Santiago-de-Cuba.

Sandalio Torres et Isidro Moscu (30 ans) à la prison de Pinar-del-Rio.

Placido Mendez et José Acena, à la Prison Modèle de Isla-de-Pinos.

Antonio Dagas, à la forteresse de La Cabana.

Prometeo Iglesias a été récemment transféré à l'île de Pinos pour accomplir sa longue détention à la Prison Modèle.

On a appris, d'autre part, l'exécution du vieux libertaire Ventura Suarez, fusillé en compagnie de soixante-deux de ses camarades et du jeune libertaire Augusto Sanchez (17 ans).

Des informations concernant l'arrestation et la détention récente de nombreux militants et militantes, sont parvenues sans que le motif nous ait été précisé et sans que nous sachions exactement quelle est leur situation exacte, ce qui nous interdit d'en publier les noms.

Le Mouvement Libertaire Cubain, lequel ne dispose que des cotisations de ses membres exilés et de l'aide que lui fournit la solidarité internationale ouvrière, pour soutenir les familles des emprisonnés et des militants traqués, se trouve dans une situation plus que précaire. Les fonds — quel qu'en soit le montant — qui pourraient être réunis pour les aider à poursuivre le combat pour la liberté, doivent être envoyés à : Domingo Rojas, Apartado postal 10596 Mexico DF (Mexique) ou à Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-XV*. C.C.P. 724369 Paris.

Ces fonds sont gérés et contrôlés par une Commission de militants espagnols de la C.N.T. résidant au Mexique, par décision du Mouvement Libertaire Cubain en exil, ratifiée expressément par le M.I.C. de l'intérieur.

La « South Africa's Day »

Comme tous les ans depuis 1952, le 26 juin est consacré, en Afrique du Sud, à un « Freedom Day » (Jour de la Liberté). Il consiste en réunions et manifestations dédiées aux victimes de la répression en Afrique du Sud, notamment à la mémoire des militants qui tombèrent lors de la grève des mineurs africains en 1946, où l'on tira sur les mineurs qui luttaient seulement pour un maigre salaire de 10 shillings par jour ; à la mémoire de ceux qui tombèrent le 1^{er} mai 1950 au Transvaal, lorsque l'African National Congress, avec d'autres organisations, appela à la grève contre les atteintes à la liberté de parole et d'organisation commises par le gouvernement réactionnaire de Malan ; à la mémoire des 8.000 volontaires hommes et femmes de toutes les races, qui se firent emprisonner pour protester contre la législation d'apartheid, lors de la mémorable Campagne de Protestation contre les Lois injustes, qui fut lancée le 26 juin 1952 ; à la mémoire des hommes et des femmes qui tombèrent lors des massacres de Sharpeville en 1960 ; à la mémoire aussi des courageux paysans du Pondoland, du Zeerust, et du Sekhukhuniland, qui, en dépit des lâches attaques du gouvernement Verwoed, luttent résolument pour la liberté et la dignité humaine.

En 1963, le 26 juin aura une signification encore plus importante que les années précédentes, cette année où les peuples d'Afrique, et en particulier celui d'Afrique du Sud ont décidé de prendre leurs destinées en main et de mettre une fin rapide à l'impérialisme, à la domination blanche, enfin à toutes les formes de colonialisme. Les signes de révolte qui apparaissent partout montrent clairement que ce pays est entré dans une nouvelle phase de lutte.

Le mouvement de libération nationale s'est engagé dans la lutte directe contre les fascistes de Verwoed ; des milliers de ses frères sont emprisonnés, plusieurs ont été exécutés (en particulier les 21 hommes de Pondo), tandis que d'autres attendent l'exécution (récemment encore, trois des siens ont été condamnés à mort en vertu du trop célèbre « Sabotage Act ») ; et nombreux sont ceux qui ont été condamnés à de longues et dures peines de prison.

LA CANDIDE TUNIQUE DU DÉFROQUÉ

Il y a dix ans mourait Joseph Staline. Depuis dix ans se poursuit le processus de déstalinisation qui, après un lent cheminement, de violents soubresauts, la liquidation par vagues successives de ceux qui s'obstinaient ou de ceux que l'on accusait de s'obstiner parce qu'on voulait s'en débarrasser, la spectaculaire épuration des histoires officielles, de l'Encyclopédie soviétique, des légendes glorieuses, des mausolées et des Panthéons... aboutit enfin à la lutte sur le plan international entre Moscou et Pékin.

Est-ce une simple mise en scène ? Est-ce une simple compétition entre fractions rivales.. ou concurrence entre gangsters également redoutables ?

Est-ce l'effet de discordances économiques qui ont détérioré les rapports entre l'URSS et la Chine populaire ? Est-ce un conflit d'ordre idéologique ou doctrinal capable de provoquer le grand schisme ? Nous ne nous prononçons pas entre ces diverses explications. La liquidation d'un système abominable — même si elle est autre chose qu'un simple changement de style — peut satisfaire sans les désarmer ceux qui l'ont toujours combattu.

Une logique simpliste et douteuse

Gardons-nous cependant des simplifications abusives. Il n'y avait pas de degrés ni de nuances dans le Stalinisme des serviteurs, tant que vivait leur maître.

Gardons-nous de la logique formelle qui classe trop facilement les antagonistes d'aujourd'hui. Tito et Mao-Tse-Toung furent également indociles. Si l'un a été maudit comme rebelle impénitent, c'est qu'on pensait l'écraser sous les bombes ou l'asphyxier par le blocus. L'autre plus fort et plus inaccessible a imposé à Staline la reconnaissance d'une révolution que le Kremlin n'avait sans doute ni souhaitée, ni aidée.

Ce serait l'intervention de Mao-Tse-Toung qui aurait sauvé Gomulka de Pologne, tandis que Tito se désolidarisa des insurgés hongrois.

Si aujourd'hui la presse communiste chinoise se déchaîne contre Tito, en 1956 au dernier Congrès communiste chinois (il y a sept ans !) le délégué de Yougoslavie était reçu comme représentant d'un parti frère et ses affirmations titistes furent naturellement applaudies vigoureusement, tandis qu'en 1958, Krouchtchev accablait le neutralisme yougoslave... « Cette position hors des blocs, affectée avec tant de tapage par les dirigeants yougoslaves sent très fortement l'odeur des monopoles américains qui engraisent le socialisme yougoslave » (rapport au 21e Congrès du parti soviétique, janvier 1959).

Comment peut-on parler de discussion internationale ? A des Congrès nationaux (de l'URSS ou d'Allemagne orientale), les délégués étrangers s'alignent derrière Moscou, contre Tيرانا et Pékin... et les congressistes approuvent des mains... et des pieds. Les vassaux n'ont pas à choisir leur suzerain. Leur fidélité reste inconditionnelle. Ho Chi Minh se range derrière le fanion de Mao-Tse-Toung. Krouchtchev con-

voque Castro à Moscou, comme Hitler appelait ses « quislings » à Berchtesgaden.

Et là où le parti minoritaire dans le pays subit directement le choc des deux impérialismes, dans l'Inde par exemple, les services secrets agissent au sommet et provoquent scissions ou épurations. Le conflit sino-indien a résolu la question grâce à l'arrestation des dirigeants pro-chinois ordonnée par le gouvernement de New Delhi. La fraction krouchtchevienne l'emporte et en novembre 1962 au congrès des syndicats le leader communiste Dange accepte « consciemment la collaboration des classes, alors que le pays connaît l'état d'urgence, la défense et les conditions du pied de guerre. Il accorde au gouvernement Nehru son soutien inconditionnel ».

Nous ne dissimulons pas l'écoeurement que lève en nous cette soumission au nationalisme. D'autant plus que cela sonne faux. On est nationaliste dans l'Inde, parce que les intérêts de l'URSS s'accordent provisoirement avec ceux de l'Inde. En France, il y a vingt-trois ans, on sabotait la défense nationale pendant l'alliance Staline-Hitler ; on intensifia le nationalisme « antiboche » lorsque Hitler eut rompu l'alliance.

A l'Occident, où l'on peut encore parler et écrire librement, les « hérétiques » retrouvent l'audace avec l'espoir. Il fut impossible de dissimuler les divergences au sein du parti italien. Et le parti français n'a pas maté facilement la révolte des étudiants communistes.

Mais les débats ne nous édifient guère. Car on est souvent « chinois » parce que la direction est krouchtchevienne. L'opposition, hors du parti, ne s'engage pas derrière le clan sino-albanais. Les ultra-gauchistes s'y retrouvent avec ceux que troublèrent la scission titiste et l'affaire hongroise. Des trotskystes reprennent les sarcasmes chinois contre la co-existence pacifique qui sacrifie les communistes égyptiens emprisonnés et les Irakiens massacrés. D'autres défendent le socialisme yougoslave.

Seule la vieille gauche traditionnelle que Bordigha représentait déjà en 1922, en Italie et à Moscou demeure fixée dans son dogmatisme intransigeant, et dénonce aussi bien la *dégénérescence de Moscou* que le parti chinois « qui incarne l'opportunisme stalinien et porte la responsabilité de la défaite prolétarienne dans la Révolution anti-impérialiste ».

Le pacifisme sentimental compte sur Krouchtchev. Le romantisme révolutionnaire exalte Mao-Tse-Toung. Et si séduisantes qu'elles soient, ces attitudes ne servent ni la Paix, ni la Révolution.

Il reste ici les appels unitaires, de vieilles connaissances qui circulèrent parmi nous, sous le patronage stalinien. Cela suffit pour éveiller notre méfiance. Cela ne suffit pas — hélas ! — pour en diminuer l'efficacité.

Résultats positifs en Italie et en France

Premier résultat spectaculaire : l'incontestable succès communiste aux élections italiennes du 28 avril 1963. Sans doute peut-on l'attribuer à une organisation puissante et souple qui utilise ici la crise agraire, là l'anticléricalisme virulent des ouvriers socialistes (hostiles à toute

entente avec la démocratie chrétienne), un peu partout l'antiaméricanisme élémentaire et la frousse neutraliste devant les armements nucléaires soviétiques.

Ajoutons que la liberté relative des débats internes a certainement facilité le succès communiste, dans ce pays qui même sous Mussolini ignora le monolithisme.

Mais, le phénomène le plus marquant, c'est « l'émigration interne » qui a porté vers l'Italie du Nord industrielle et en pleine expansion, en quelques années — plus de 2 millions de travailleurs du Sud, que la misère et l'ignorance font osciller du culte des Saints aux ivresses du communisme. Or, il est établi que la position actuelle du Vatican leur a permis de voter pour le parti de Togliatti, sans craindre de tomber dans le péché mortel. Aussi nos ex-staliniens ont-ils largement exploité la dernière Encyclique. Pendant l'agonie de Jean XXIII, ce n'était plus la main tendue, mais la pieuse genuflection. « *L'Unita* », organe officiel du parti, publiait le 3 juin en première page le dernier bulletin de santé pontifical avec de larmoyants commentaires. Il est vrai que ce même jour un organe communiste et castriste de Santiago du Chili paraissait avec une page encadrée de noir. Dame ne faut-il pas mobiliser les masses catholiques contre... les protestants hérétiques yankees ?

En France, le dernier congrès de la CGT clos le 16 mai dernier, nous a rajeunis de 28 ans. La même atmosphère ouverte, cordiale, familiale qu'aux assemblées précédant l'unité de 1936. La même virtuosité, la même harmonie, la même unanimité dans le tournant. En 1935, on acclamait la CGT unique, qualifiée l'année précédente d'unité de trahison. En 1963, Frachon et Rouzaud par leurs amicales et pressantes réactions ont retenu au bureau confédéral Le Brun... que ses critiques contre la thèse officielle avaient discrédité, deux plus tôt. Et Pastre — l'un des trois champions de l'unité syndicale — a pu exposer dans un silence sympathique, ses conceptions propres. L'un et l'autre furent très applaudis.

Spontanément... sans nul doute. *Le Peuple* du 1^{er} mai 1963 avait recommandé aux secrétaires de syndicats de « *respecter les mandats, après en avoir discuté avec les syndiqués et de désigner leurs délégués ou représentants.* »

Recommandation qui éclaire sur ce qui se passe ordinairement. Qu'un congrès ainsi constitué puisse acclamer ce qu'il aurait hué... si les secrétaires avaient... « discuté » (??) autrement avec les syndiqués... cela nous renseigne sur les consignes transmises aux secrétaires.

Le dernier Congrès du Parti Socialiste (clos le 2 juin) est certes plus édifiant. On peut juger des courants qui traversent l'opinion socialiste à la base par les interventions à la tribune. On comprend d'ailleurs que des hommes politiques, anciens et futurs hommes d'Etat, se préoccupent de la masse électorale communiste. Ce qui nous gêne, c'est que justement on cherche plutôt à l'utiliser telle qu'elle est qu'à désintoxiquer les braves gens abusés par la duperie et l'imposture. Alors il faut bien envisager le soutien communiste d'un gouvernement socialisant. L'accepter quand il est offert, ou négocier pour l'obtenir ? On nous dit que les conditions ne sont pas encore réalisées pour engager des pourparlers avec le Parti Communiste. Voilà une négation... provisoire, singulièrement troublante.

Regret, anticipation ou espoir !

Le 10 mai, au Comité Central du Parti Communiste, Maurice Thorez avait pourtant poussé

l'esprit de conciliation jusqu'aux limites de l'abjuration. Le culte de la personnalité serait responsable « *du dogmatisme desséchant, des graves atteintes à la légalité socialiste et aux normes léninistes de la vie du parti, de la répression arbitraire des militants du parti. Tous ces crimes n'étaient pas la dictature du prolétariat...* » Car celle-ci selon Aragon ne peut être la tyrannie sur les travailleurs. Louzon avait écrit ici-même que « *la dictature du prolétariat, c'était la liberté pour le prolétariat.* »

Mais en ce temps-là Aragon glorifiait le Guepeu et Thorez proclamait que d'être appelés staliniens, c'était pour les communistes français un titre d'honneur et de gloire — que Staline, « *le cher et grand camarade Staline restait notre guide et notre exemple.* »

Jeunes de 1963 et vieux de 1936

Epinglons une découverte originale que Fajardie (du Cher) a présenté au Congrès socialiste. 1936 ne représente plus rien pour un jeune de 1963... On nous disait il y a vingt-sept ans « *1906 ne représente plus rien pour un jeune de 1936* »... Seulement le syndicalisme de 1906 — qui n'était pas mort — exprimait un volonté d'indépendance ouvrière qui aurait pu empêcher une CGT massive de se confondre dans la cohue du Rassemblement populaire. La jeunesse de 1936 n'a pas atteint l'âge de la sénilité en 1963. La majorité survit peut-être aux désastres et aux troubles sanglants de la deuxième guerre mondiale. Elle survit... c'est tout dire... c'est dire qu'elle n'influence guère les générations qui la suivent.

Mais en 1936, il y avait déjà Maurice Thorez et Jacques Duclos à la tête du P. C. — Frachon à la tête de la CGT. En 1936, ils n'étaient plus des jeunes. En 1936, ils disaient, sur l'ordre de Staline, exactement ce qu'ils disent en 1963 sur l'ordre de Krouchtchev. En vingt-sept ans ils ont dit pas mal d'autres choses, ils ont répété les consignes staliniennes, même après la mort de Staline. Ils ont hésité, en 1956, à répudier le stalinisme, malgré le rapport secret de Krouchtchev. Aujourd'hui, alors qu'on leur impose le choix entre Moscou et Pékin, ils entendent compenser leur retard par l'excès de zèle. Non seulement ils répudient le culte de la personnalité — dont ils furent les suppôts galonnés — mais ils piétinent les restes de la personnalité qu'ils ont défiée... Les jeunes de 1936, les « pas encore séniles de 1963 » ne peuvent-ils apprécier à la lumière de leur expérience la valeur des déclarations et des engagements de ces iconolâtres devenus iconoclastes, après l'émiettement de l'icône.

Un petit-fils irrespectueux

Nous exagérons. Car Maurice Thorez a offert au Comité Central la primeur d'une révélation sensationnelle et originale. Il s'agit d'une monumentale erreur de Staline qui « *a théorisé sur ce qui n'avait été que le résultat des circonstances, pour définir la nécessité, l'obligation de l'existence du seul parti communiste dans l'œuvre de construction du socialisme. Nous avons une autre conception plus conforme à celle de Lénine. Il faut certes un mouvement de masses puissant, comme l'a été le mouvement des ouvriers et des paysans russes en 1917, et un parti communiste qui aide, qui guide, qui oriente, qui joue un rôle décisif ; mais il peut jouer ce rôle en collaboration et dans l'union avec d'autres partis, d'autres groupements démocratiques.* »

D'ailleurs la fausse théorie de Staline a reçu le démenti des faits en 1945 ; à partir du moment où se constituaient des gouvernements démocratiques comprenant des communistes et des représentants de plusieurs autres partis ».

Staline n'a pas seulement été... démenti par les faits. Il a été aussi désavoué par Thorez... en 1946. C'est comme on vous le dit.

Pourtant rien pendant dix-sept ans n'a permis de deviner les scrupules et les réserves de Thorez.

Rien d'ailleurs, depuis quarante-six ans ne permet d'ajouter de telles « erreurs » au bilan criminel de Staline.

Ce n'est pas lui, c'est Lénine qui a imposé le monopole du Parti Communiste. Et en 1945, ce n'est pas malgré Staline mais sur l'ordre de Staline qu'on a maintenu dans les démocraties populaires avec le parti communiste, d'autres partis fantoches. C'est aussi sur son ordre que l'on en a créé de nouveaux... tout aussi fantoches d'ailleurs. C'est encore sur son ordre que l'on a lancé les mots d'ordre de « classe contre classe »... aggravé en Allemagne par le mot d'ordre de lutte contre les social-fascistes, c'est-à-dire contre la social-démocratie cependant menacée par la montée hitlérienne — puis après le tournant de 1934... les mots d'ordre de « rassemblement populaire »... de « Front unique »... de « Front des Français »... jusqu'à celui du sabotage de la défense nationale en 1939.

C'est toujours sur l'ordre de Staline que Thorez et ses acolytes sont entrés dans le gouvernement de Gaulle en 1945 — Sur son ordre encore qu'ils sont sortis en 1947 du gouvernement Ramadier (1). Il y a cependant — comme toujours — une part de vérité dans la légende de la lucidité thorezienne. Il suffit de changer l'ordre des termes. Les dirigeants du parti français ont été convoqués en 1947 à une réunion du Kominform, dont le compte rendu a été publié dans la *Révolution Proletarienne* (grâce à sa divulgation par le délégué yougoslave, alors porte-parole de l'intransigeance stalinienne, libéré en 1948, de ce poids par la scission titiste). Staline avait ordonné le sabotage du Plan Marshall. Thorez et ses adjoints — toujours en retard — en étaient encore à l'exécution des ordres de 1945 (participation au gouvernement tri-partite) alors que les contre-ordres avaient déjà été formulés. Une fois de plus leur souplesse compensa leur insuffisance intellectuelle. Ils n'avaient pas compris assez vite — mais ils s'alignèrent si vite qu'ils dépassèrent dans leur autocritique, la virulence des critiques qu'on leur adressa. L'évocation de cette auto-flagellation serait très réjouissante, si elle ne nous rappelait les fameuses grèves Molotov de 1947 et la scission syndicale de 1948.

Quand Staline était omnipotent

Par delà cependant les tartarinades de Thorez, on pourrait s'attarder sur ce problème du parti unique. *Le Monde* du 16-5-63, publiait après les déclarations de Thorez, un placard qui peut en apparaître comme la confirmation nuancée d'ironie discrète. Dans les démocraties populaires, on a accepté la pluralité des partis... « parce qu'il y a encore des conflits de classes ».

(1) On me dit qu'en fait Ramadier les a sortis. Mais parce qu'ils avaient rompu la solidarité ministérielle, alors qu'ils s'y étaient soumis jusque-là.

« Cependant le parti communiste s'assure la direction et pratiquement le monopole du pouvoir. Les petits partis liés au Parti Communiste (ou au parti ouvrier) dans un front national, front patriotique ou front populaire selon le pays ont des députés et quelques ministres. En Pologne, il y a un parti paysan, un autre parti qui regroupe les intellectuels ou les libéraux et des cercles catholiques qui présentent des candidats sur des listes uniques. En Allemagne orientale, à côté de la toute puissante S.E.D. on trouve un parti libéral démocrate, qui devait à l'origine attirer « les petits nazis » et un parti chrétien démocrate. Même en Chine, le parti communiste entretient une demi-douzaine de petits partis satellites... dont un parti du Kuomintang révolutionnaire ».

Non seulement, ce n'est pas contre l'idée de Staline que ce pluralisme fut maintenu. Mais c'est au contraire par sa volonté délibérée et clairvoyante. On a raconté sur les pays soumis à l'URSS... comme auparavant sur la Russie, comme aujourd'hui sur Cuba des histoires que l'Histoire impartiale détruit si l'on se donne la peine de la consulter. Il est faux que Cuba fut avant Castro la plus misérable des nations de l'Amérique Latine. Il est faux que l'industrialisation de la Russie ait commencé avec Lénine et surtout sous Staline. Il est encore plus contraire à la vérité d'imaginer l'Europe centrale encore féodale, à peine... « pré-industrielle » avant sa colonisation par Hitler, puis par Staline. Il existait en Allemagne orientale, en Pologne, en Tchécoslovaquie, des industries puissantes et des mouvements ouvriers supportant la comparaison avec le nôtre.

Il n'est pas sans intérêt d'observer que la Yougoslavie reste le seul... Etat socialiste, à vivre sous le régime du parti unique

C'est sans doute une tare à nos yeux. Mais l'unité maintenue par voie d'autorité autour de Tito, ce fut d'abord l'unité du peuple spontanément réalisée contre Hitler. Certes Tito sut se débarrasser selon la pure technique stalinienne de toutes les oppositions organisées. Mais l'unité se retrouva aussi spontanée contre Staline. Et l'expérience de gestion ouvrière appelle tout naturellement la substitution de la démocratie directe à la pseudo-démocratie représentative. On en parle sérieusement.

Des délégués élus sur mandats librement débattus et toujours révocables, monteraient ainsi de l'entreprise à la commune, puis à l'Etat. Que la Ligue des Communistes cesse de contrôler les élections et ne s'emploie plus qu'à influencer les électeurs... que Tito se révèle « émérite » au sens propre du mot, c'est-à-dire hors de... l'activité méritante... et le régime yougoslave gagnera le titre d'exemplaire...

Or, un parti unique... communiste, formé dans la lutte comme l'était le parti bolchevique en 1917... pouvait engendrer une dictature pesante sans nul doute, mais fortement campée sur le terrain national.

Staline ne le toléra pas. Sa diabolique prévoyance a préféré multiplier les appareils pour mieux les manœuvrer, tandis qu'il prolongeait dans les pays satellites le système des procès de Moscou... avec comme seul but : *La liquidation de tous les révolutionnaires qui avant de se soumettre à son omnipotence avaient librement choisi leur parti.*

Là encore, ce n'est pas le passé qui nous préoccupe, c'est le présent.

En rejetant l'odieuse soutane stalinienne

Thorez a revêtu la toge candide et tendu les bras aux autres partis et d'abord au vieux parti socialiste. Mais le défroqué, a gardé la tonsure du clerc. Le déstalinisé reste fidèle à l'esprit stalinien.

Peut-on être dupe de ses grimaces ? Ni Gérard Jaquet, ni Albert Gazier, ni Guy Mollet, ni même Edouard Depreux ne peuvent être soupçonnés d'une telle indigence intellectuelle. Ils savent bien qu'avec ces gens-là aucune parole, si claire soit-elle, ne traduit l'arrière-pensée... et que l'arrière-pensée s'élabore toujours à Moscou. Ils spéculent simplement sur les bonnes intentions de Krouchtchev... Leur espoir sera-t-il justifié ! On peut en douter. Mais si cela était... si vraiment la liquidation du stalinisme portait tous ses fruits, il resterait le sort des peuples captifs, des socialistes assassinés, emprisonnés, proscrits, exilés. Il resterait la destruction du mouvement ouvrier libre de l'autre côté du rideau de fer. Il est des silences plus éloquents que tous les discours de Thorez et de Krouchtchev.

Le parti unique de Lénine aux dictateurs africains

Il faudrait s'étendre davantage sur cette question de « parti unique ». D'abord définir « un parti politique ». Et comme cela se produit souvent, à propos de termes vulgarisés, on s'apercevrait que la généralisation n'est possible qu'en négligeant des différences fondamentales.

Si l'on voulait y regarder de plus près on s'apercevrait que la définition du parti dépend de l'acuité de la lutte des classes, de la formation d'une nation, du caractère de l'Etat.

Le jacobinisme français a-t-il représenté la première forme de parti unique. Mais le club des Jacobins n'était pas un véritable parti politique. Et lorsqu'on veut décrire la Révolution française, on oublie en général un facteur singulièrement important : celui de la fermentation à la base, des discussions permanentes au sein des assemblées électorales bourgeoises, des sections parisiennes populaires, comme des clubs et de leurs filiales. Les Jacobins, d'ailleurs, héritiers de Jean-Jacques Rousseau ont toujours condamné l'esprit de parti qui peut dévoyer la volonté totalement souveraine du corps social.

Lénine s'affirmait lui-même un Jacobin au service de la Révolution prolétarienne. En condamnant le mouvement spontané de la classe ouvrière, en affirmant la mission directrice de la fraction des révolutionnaires professionnels, il consacrait le rôle décisif du Parti dans la conquête du Pouvoir. Dans ces conditions la dictature du prolétariat imposait le monopole exclusif du parti seul qualifié pour représenter le Prolétariat.

Mais d'une part Lénine reprenait simplement la thèse de Karl Kautsky sur le Parti seul qualifié pour connaître et défendre les intérêts supérieurs de la classe ouvrière, pour réaliser le socialisme. Le Parti auquel Lénine pensait en 1903, c'était le parti social-démocrate, alors unique. Michel Collinet dans son œuvre : *Le Bolchevisme* a fort bien montré la filiation peut-être fatale du parti des clercs au parti de soldats, de l'Eglise à l'Armée. Révolutionnaires professionnels ou missionnaires armés ne pouvaient demeurer dans un parti à multiples tendances et cohabiter avec les moines d'un ordre contemplatif. D'où la scission ! Et la victoire exclusive du bolchevisme russe !

D'autre part, ce parti unique n'était conçu par Lénine que comme l'instrument de la prise du Pouvoir, de la conquête de l'Etat. Mais pour lui — comme pour Marx — la Révolution devait aboutir à la suppression de l'Etat. Alors le parti unique disparaissait, non parce qu'il était unique, mais parce qu'il était un Parti politique.

Dans une étude sur *le totalitarisme africain* (« Preuves » de janvier 1963), Michel Corpierre classe à travers les expériences africaines les différents types de « parti unique ». On pourrait s'y référer pour éclairer tout le problème et pas seulement africain. Cueillons cependant cette observation générale qui nous paraît fort pertinente :

« Le totalitarisme s'explique par la montée de la classe techno-bureaucratique. Le capitalisme en s'étendant sous ses formes tardives actuelles à de nouveaux pays, entrave plus qu'il ne favorise la croissance d'une bourgeoisie nationale. Le totalitarisme forme au contraire une matrice qui protège et active à l'extrême la croissance de la nouvelle classe techno-bureaucratique encore embryonnaire... qui joue le rôle de classe dominante nationale auquel la bourgeoisie est impropre. »

Pour justifier cette conception, l'auteur s'appuie sur l'expérience du bolchevisme. *« Celui-ci en effet (et c'est là son trait spécifique) a fait d'entrée de jeu table rase de la bourgeoisie. Mais le totalitarisme est devenu plénier à l'époque stalinienne quand le vide n'était plus à faire mais à combler. »*

Ajoutons simplement que la succession impliquait une substitution totale de la nouvelle classe non seulement à la bourgeoisie anéantie, mais à la phalange révolutionnaire qui avait fait le vide et qui ne voulait ou ne pouvait le combler...

La vraie liquidation du stalinisme

Nous ne sommes pas tellement loin de notre sujet. Nos réticences, nos objurgations, nos répugnances paraîtront sans nul doute anachroniques aux jeunes. Nous avouons notre infériorité à l'égard de gens qui ne sont jamais anachroniques (même lorsqu'ils sont de notre génération ou... de la précédente) parce qu'ils peuvent bafouer leur passé sans discréditer leur présent. Quelques politiques du Parti socialiste... ou de FO sont-ils au contraire apaisés par la conservation de vieilles tiges communistes... qu'ils ont mesurées et pesées et dont la fixation sur l'axe moscovite leur semble une garantie. Et comme ils savent, aussi bien que nous, que les accords et alliances avec les leaders du Parti et de la CGT dépendent des impératifs de la politique soviétique... ils sont prêts à faciliter une coexistence qui leur assurera une confortable majorité électorale, parlementaire... et syndicale.

« Nous leur souhaitons, bien du plaisir... » comme dirait l'Autre !

Loin de nier ou de mépriser les craquements dans le monolithisme communiste, nous en attendons au contraire un renouvellement du socialisme et la renaissance du syndicalisme.

Le totalitarisme fut conçu à l'origine contre la spontanéité du mouvement ouvrier. Il se réalise là où la technocratie veut prendre la place d'une bourgeoisie absente ou défaillante. Il postule le renforcement de l'Etat, l'expansion du nationalisme...

Alors, nous savons exactement ce qu'il faut créer ou ranimer pour le combattre, le prévenir ici, le détruire là-bas.

Roger HAGNAUER.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

La C.F.T.C. et son congrès

Après le congrès de la C.G.T., celui de la C.F.T.C. Contrairement à ce qui a été dit et écrit un peu partout, le premier ne nous a rien apporté de nouveau. Notamment pour l'unité syndicale. L'épisode Le Brun, non plus, n'est pas nouveau. La mise en scène seulement a été un peu modifiée, si bien que l'atmosphère de ce congrès, à peu près unanime, a été quand même plus tolérante et plus tolérable que d'habitude. A un mois d'intervalle, la C.F.T.C. a ouvert son propre congrès. Ce n'est pas un compte rendu que l'on trouvera ici. Ce numéro se terminait quand le congrès commençait. Nous en reparlerons donc. Mais nous avons déjà un premier aperçu par la conférence de presse que les dirigeants de la centrale chrétienne ont tenue avant l'ouverture des assises confédérales. Et puis, pour qui a suivi l'actualité et l'activité syndicales, il n'est pas difficile de faire le point des principaux sujets de discussion. Il n'est pas difficile de se représenter la topographie de ce congrès.

Sur la C.F.T.C. elle-même, deux opinions au moins se rencontrent dans nos milieux. La première est péremptoire : la centrale chrétienne ne fait pas partie du mouvement ouvrier ; elle est un appendice de la hiérarchie catholique, ou une infiltration ; ou encore elle est la représentation syndicale du M.R.P., parti démo-chrétien : si l'on se place sur le plan international, on dira alors que son centre est à Rome, comme la C.G.T. a son centre à Moscou et Force Ouvrière à Washington. Pour les tenants de cette opinion, c'est le conservatisme social, et le pouvoir lui-même, qui s'exprimeraient dans le mouvement ouvrier, par l'intermédiaire de la C.F.T.C. On le voit : c'est simple et net, et assez confortable intellectuellement. Tant pis si, réellement, la C.F.T.C. déborde de partout ce cadre bien limité où, en effet, elle a pris naissance. Mais on ne juge pas d'un fleuve à sa source. Un mouvement réel n'est pas déterminé par son impulsion initiale.

Il y a donc une deuxième opinion, qui justement est la nôtre. Il faut prendre la C.F.T.C. pour ce qu'elle est devenue, c'est-à-dire une centrale de syndicats ouvriers animés par des militants dont le comportement dans l'entreprise est, en général, celui d'ouvriers défendant leurs camarades.

Ces militants sont, le plus souvent, jeunes, actifs, désintéressés, animés d'une mystique. Sur ce dernier point, je parle comme Mgr Guerry qui, comme son nom l'indique, exerce la profession d'évêque. On a demandé à ce Monseigneur ce qu'il pensait, et ce que la hiérarchie pensait, de la suppression éventuelle de la quatrième lettre du sigle de la confédération, le deuxième C qui lui donne l'étiquette de « chrétienne ». Il est vrai que c'est « La Nation Française », hebdomadaire royaliste, qui publie le texte de la réponse du Prélat, et que cette réponse remonterait déjà à trois ans ! Quoi qu'il en soit, personne ne s'étonnera que le dit prélat se prononce nettement contre l'abandon du deuxième C. Il faut une mystique, dit-il, à opposer à la mystique communiste. « F. O. » n'en a pas : c'est ce qui fait sa faiblesse.

Nous ne reprocherons certes pas à F.O. de ne pas avoir de mystique ! Le syndicalisme n'en a pas besoin. C'est en lui-même, en agissant et en marchant, qu'il trouve sa justification, sa morale, qu'il

peut et qu'il doit susciter l'enthousiasme des jeunes travailleurs.

F.O. accepte-t-elle sa défaite ?

Vous me direz — et vous aurez raison — que la direction actuelle de F.O. ne dit rien et ne fait rien pour provoquer cet enthousiasme nécessaire. On croirait même qu'elle le craint et qu'elle s'occupe seulement de « conserver ». Elle se trompe d'ailleurs, car on ne conserve qu'en renouvelant. Écoutons ce qu'a dit Bothereau au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue à la fin mai :

« Nos positions sont conservatrices dans le sens humain du terme. Ce n'est ni glorieux, ni spectaculaire. Nous les savons. Mais si d'aucuns travaillent déjà pour l'homme dit évolué, qui acceptera de vivre dans un univers où règnera la contrainte, nous estimons, nous que nous devons œuvrer pour le mieux-être d'aujourd'hui, non pour l'homme-robot de demain. Là-dessus, nous sommes tous d'accord à F.O. ».

Si cela veut dire quelque chose, ça ne peut signifier que ceci : F.O. accepte sa défaite. Il est entendu déjà que l'homme de demain sera un homme-robot. Comme si le syndicalisme ouvrier n'avait rien à faire pour qu'il ne le soit pas, pour qu'il soit au contraire « un travailleur fier et libre » selon l'immortelle formule de Pelloutier ! Dire qu'on travaille pour l'homme d'aujourd'hui, et non pour celui de demain, c'est reconnaître que l'avenir n'est pas à vous, qu'on est un mouvement en position de retraite, qu'on est dépassé. On laisse à d'autres — c'est-à-dire aux deux mystiques de Mgr Guerry — la lutte pour l'homme de demain. On leur abandonne la jeunesse ouvrière. Car l'homme de demain n'est pas déterminé ; il se construit et, notamment, par le combat pour le « mieux-être » d'aujourd'hui. Certes, ce n'est ni glorieux ni spectaculaire. Pas plus que Bothereau, nous ne demandons gloire et spectacle. Simplement, confiance dans ce qu'on fait et dans la valeur historique d'un combat social qui n'a pas commencé aujourd'hui, puisqu'il remonte à l'origine même du prolétariat, et qui ne finira pas avec « aujourd'hui ».

Nous ne savons pas ce que Bothereau entend quand il dit : là-dessus, « nous » sommes tous d'accord à F.O. Quelle est la signification de ce « nous » ? S'il exprime seulement, une solidarité de dirigeants, formés en peloton défensif, c'est peut-être vrai, et c'est lamentable si c'est vrai. Mais si le « nous » a la prétention d'englober l'ensemble de « Force Ouvrière » et de sa base, alors nous savons qu'heureusement ce n'est pas vrai.

Ici, en tout cas, que nous soyons à F.O., ou ailleurs, nous sommes unis par cette idée que, justement, l'avenir est à la liberté. Nous voyons déjà se dessiner dans le courant général d'organisation, de bureaucratisation et de contrainte, le courant contraire de liberté. C'est le rôle du syndicalisme ouvrier, défendant son indépendance comme la prune de ses yeux, d'être à la pointe de ce courant. Et il ne part pas battu, loin de là ! Faudrait-il abandonner l'homme de demain à la C.F.T.C. ?

Une lettre de trop

Il faut en prendre son parti. La C.F.T.C. s'est intégrée dans le mouvement ouvrier. Il ne faudrait pas qu'elle serve à intégrer le mouvement ouvrier

dans la société telle qu'elle est et dans l'Etat. Le danger n'est peut-être pas plus grand à la C.F.T.C. qu'ailleurs. La quatrième lettre est de trop, c'est certain. Mgr Guerry remarquera que la C.G.T. dont la plupart des militants sont animés par la mystique communiste, n'a pas pour autant jugé utile d'ajouter une quatrième lettre à son fronton. Elle s'en garde bien.

Au cours de cette conférence de presse destinée à présenter le congrès de la C.F.T.C., le camarade Espéret a indiqué qu'un congrès spécial qui pourrait se réunir l'an prochain, tranchera cette question de la quatrième lettre. Un questionnaire a été soumis à toutes les organisations de la centrale, pour le moment « chrétienne ». Une commission, volontairement composée de militants de moins de quarante ans, a dépouillé les réponses et rédigé un rapport. Nous en entendrons parler.

Le camarade Eugène Descamps a exposé, au cours de cette même conférence, les points principaux de son rapport général. Eugène Descamps n'est pas un « vieux » : il doit avoir 42 ans cette année. Ce n'est pas suffisant pour avoir raison sur tout, mais les maisons concurrentes ne feraient quand même pas mal de s'inspirer de cet exemple quand elles pensent à renouveler leur personnel dirigeant. Eugène Descamps, nous le connaissons ; il est venu l'an dernier, avec Laurent Lucas, exposer devant une réunion de militants convoqués par « l'Union des syndicalistes », les grandes lignes de l'orientation actuelle de sa centrale. A aucun moment, au cours de cette rencontre, nous avons eu l'impression de nous trouver devant un pontife. Nous avions affaire à un militant ouvrier, et la discussion s'est déroulée sur le ton de la camaraderie et de l'amitié, rien de ce qui nous sépare n'étant d'ailleurs laissé dans l'ombre.

Les questions principales du rapport de Descamps, nous les connaissons donc déjà et, parmi elles, il y a la planification démocratique et la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, deux problèmes qui peuvent conduire aux meilleures choses, comme aux pires. Attendons plutôt les explications et les discussions du congrès.

Un ordre du jour pour nos discussions

On trouvera peut-être que cette chronique, au moins sur certains points, n'est pas synchronisée (ce qui est le comble pour une chronique !). Prenez-la pour ce qu'elle ne doit jamais cesser d'être : une amorce de discussions. Les sujets ne manquent pas, même si le ralentissement estival commence déjà à se faire sentir. En plus des questions que nous venons d'aborder, il y en a d'autres. D'abord, la question des prix, de la montée des prix, de l'inflation, du nouveau fléchissement monétaire. Le salaire *réel* est probablement cette année inférieur à ce qu'il était l'an dernier. Cela s'accorde mal avec « l'augmentation du niveau de vie du Français » inscrite dans le Plan. Et puis, à côté de cette réalité « sordide », il y a les beaux projets de ces messieurs du néo-capitalisme, il y a la « réforme de l'entreprise » de M. Bloch-Lainé, le « Fonds National du Travail » de M. Albin Chalandon. Ce n'est pas en ignorant ces prises de position et ces habiletés de l'adversaire que nous nous armerons pour lui répondre.

Un autre sujet que nous devrions discuter à fond pourrait avoir pour titre : mythes et réalités de la société américaine. L'opposition des mythes et de la réalité n'est d'ailleurs pas réservée à la société américaine. Mais le journal « Le Monde » a publié, le 20 avril, un article de notre camarade Aubery — qui nous a donné dans notre dernier numéro son intéressante étude : « Faut-il récrire « Germinal ». Cet article du « Monde »

était intitulé : « Mythes et réalités de la vie universitaire américaine ». Il a provoqué, en réponse, de nombreuses lettres d'étudiants et de professeurs américains et français dont « Le Monde » a fait état le 20 mai. La reprise de la lutte contre la ségrégation raciale sous toutes ses formes est aussi un élément à verser au dossier « mythes et réalités ». Ce dossier sera en outre particulièrement enrichi par une conférence que le Président Kennedy a faite, le 20 avril, devant le congrès annuel des directeurs de journaux américains. Il a lui-même brossé le tableau d'une société américaine qui est assez loin de la légende dorée, et il apporte des arguments pour cette discussion que notre ami Aubery a ouverte en France sur le degré réel de démocratisation de l'enseignement aux Etats-Unis.

Eh bien ! Voilà du pain sur la planche dans cette période de pré-vacances ! Les vacances doivent aussi servir à ça : réfléchir et s'armer pour la reprise de l'activité syndicale et syndicaliste, pour la défense de l'homme d'aujourd'hui — comme le dit Bothereau — mais aussi pour celle de l'homme de demain. Celui-ci est l'enfant de celui-là.

Raymond GUILLORE.

VACANCES EN ESPAGNE

L'Espagne est un des plus beaux pays à proximité de nos frontières. Le soleil, la mer, les beautés naturelles, les pittoresques traditions folkloriques se conjugent pour y attirer des millions de touristes chaque année et peut-être des millions de touristes français, parmi lesquels de nombreux travailleurs.

Mais le deuil, la terreur, la misère règnent derrière ce superbe décor.

TRAVAILLEURS, ETUDIANTS, ENSEIGNANTS EN VACANCES

Quand vous jouissez des avantages que l'Espagne vous offre : un change favorable et un coût de la vie inférieur à celui de notre pays, le peuple espagnol vit dans des conditions abominables que vous pouvez constater vous-mêmes dès que vous quittez les grands centres, et cependant les devises que vous apportez sont employées surtout à l'organisation des forces de répression.

Nous voudrions pouvoir vous conseiller de désertier au moins cette année les pays des régimes antidémocratiques, vous demander de porter ailleurs votre argent.

C'est ce qu'il faudrait avoir le courage de faire. Mais les peuples espagnols et portugais sont d'autre part si accueillants, ils ont soif de contact avec l'extérieur, la présence annuelle de travailleurs des autres pays les reconforte et leur rend l'espoir.

Alors, deux attitudes sont possibles, que chacun d'entre vous se détourne de l'Espagne, pendant ces vacances, ou n'y perde aucune occasion d'apporter au peuple ibérique, même la plus simple manifestation de solidarité et de sympathie, de démontrer son mépris du fascisme, de parler des organisations syndicales extérieures qui ne lui sont pas soumises, du deuil de tous les peuples démocratiques à chaque emprisonnement ou exécution en Espagne.

En un mot

NE SOYEZ PAS DE SIMPLES TOURISTES INDIFFERENTS AU PAYS SANS LIBERTE.

Soyez les porteurs d'air et de lumière dans la prison et les émissaires de la liberté et faites le procès du franquisme en disant à votre retour ce que vous avez vu.

Grève du tourisme en Espagne ou tourisme de solidarité consciente !

La Table Ronde syndicaliste de la Loire : U.D.F.O., U.D. C.F.T.C., Livre J.G.T., F.E.N., S.I.A., Pumsud, Alliance Syndicale (UGT-CNT) Espagnole.

LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

IDÉES QUI SONT DANS L'AIR

SOCIALISATION SANS SOCIALISME

Ça, c'est une idée UNR, c'est-à-dire d'un parti qui cherche à justifier son existence et à assurer son avenir, idée lancée par l'inspecteur des finances et directeur de banque Chalandon. Malgré que le prolétariat, contrairement aux prévisions de Marx 1850, soit en décroissance relative, dans la société industrielle, on s'intéresse à son sort. On veut au moins l'anesthésier partiellement par des petits avantages concrets ou des réalisations qui le détournent de son action propre.

M. Chalandon a donc pensé pour l'U.N.R. à une redistribution des revenus qui serait assurée par un nouvel organisme appelé « Fonds national du travail » grâce à des prélèvements opérés, d'un côté, sur les salaires dépassant un taux maximum fixé chaque année après examen de la situation économique, et de l'autre côté sur l'autofinancement abusif des entreprises et sur les réserves des sociétés en cas d'insuffisance des investissements. L'argent ainsi récupéré pourrait être affecté à des suppléments de retraites ou d'allocations de chômage, à la construction de logements...

Pas la peine d'être inspecteur de finances et directeur de banque pour en arriver là ! De telles redistributions des revenus peuvent être et sont déjà assurées par l'impôt sans qu'il soit nécessaire de créer des organismes nouveaux avec les frais de gestion et la création de parasites que cela comporte. C'est peut-être une forme de socialisation trompeuse, mais ça n'a rien à voir avec le socialisme.

UN PROJET DE DEMOCRATIE INDUSTRIELLE (1)

Un autre spécialiste des problèmes financiers, M. François Bloch-Lainé, inspecteur des Finances également président de la Caisse des Dépôts et Consignations, nous oriente plus sérieusement dans une voie destinée à créer les conditions d'une démocratisation économique et qui pourrait même marquer une première étape dans le sens du socialisme. Modeste, M. Bloch-Lainé, nous précise que son œuvre est une synthèse, ensemble d'observations et de propositions d'origines diverses, soumises à la critique d'une centaine de personnes : dirigeants d'entreprises, syndicalistes ouvriers, universitaires, hauts fonctionnaires appartenant aux administrations économiques — il n'y a pas d'exception, comme on serait en droit de s'y attendre depuis la grève des mineurs et le mouvement Neyrpic. C'est déjà inquiétant, la qualité des personnes consultées. Nous qui n'avons pas perdu le souvenir de la Ire Internationale dont on va célébrer le centenaire, nous éprouvons d'abord, inconsciemment, comme une méfiance de voir apporter au problème social des solutions par ceux-là mêmes qui sont ou des animateurs ou des profiteurs d'un système que nous voudrions détruire.

Au fond, devons-nous nous méfier plus d'un inspecteur de finances qui a fait ses preuves d'administrateur que de ces subtils dialecticiens sans connaissances techniques qui construisent le socialisme avec des démonstrations impeccables en partant de formules taboues qu'ils justifient plutôt que de faits économiques et sociaux qu'ils connaissent mal ou pas du tout ? Ces derniers pourraient mettre en exergue, sur leur livre, « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » puisqu'ils en arrivent

à s'identifier à ce prolétariat géant chargé par au moins, ne parle pas au nom du prolétariat ; il s'attaque au problème de la Réforme de l'entreprise en technicien de la gestion ; il place eux du fardeau de l'Histoire ? M. Bloch-Lainé, la solution du problème social là où s'opère la production des biens et services ; là où s'opère, de par le fonctionnement du mode de production, la distribution des produits du travail ; donc à la source des injustices à supprimer.

Son étude mérite un examen sérieux. Nous y reviendrons. Soulignons cependant dès aujourd'hui que M. Bloch-Lainé prévoit l'utilisation de commissaires aux comptes munis de pouvoirs étendus pour inspirer confiance aux travailleurs qui veulent connaître, l'orientation de l'entreprise où ils travaillent, et l'adhésion obligatoire aux syndicats qui renforcerait l'autorité et l'indépendance de la bureaucratie syndicale, en faisant des technocrates spécialisés pour régler les conflits entre les technocrates dirigeants et les exécutants.

Pas de confusion, comme dans les productions des dialecticiens porte-parole indiscutables du prolétariat ; nous ne sommes pas en présence d'une socialisation authentique, mais seulement d'une démocratisation de l'entreprise considérée comme une communauté d'intérêts. L'entreprise réformée pourra encore appartenir à ses propriétaires, mais les directeurs seront indépendants des propriétaires et du personnel tout en exécutant leurs directives et en acceptant des contrôles effectifs. Des procédures sont prévues pour régler les conflits engendrés par les oppositions entre gouvernés (capital et personnel) et entre gouvernés et gouvernants.

L'harmonie souhaitée dans la communauté n'est pas réalisée par la suppression des contradictions d'intérêts comme dans notre socialisme traditionnel, mais par une conciliation des forces opposées. Ce n'est pas une raison pour ne pas en discuter.

UN PREMIER PAS VERS LA DEMOCRATIE INDUSTRIELLE EST REMIS EN CAUSE

Il s'agit des réalisations obtenues en 1961-1962 aux établissements Neyrpic, à Grenoble, dont nous avons déjà parlé. C'était là le résultat de l'action menée par des organisations syndicales vivantes sur une direction représentée par un homme désireux d'assurer de meilleures conditions de vie aux salariés : M. Dugallier, ex-directeur de l'Action catholique indépendante. Un accord de rémunération enregistrerait des garanties de salaires et un accord général reconnaissant la section syndicale d'entreprise, lui assurant les moyens matériels d'exercer ses fonctions.

Mais, sous prétexte de nécessités d'ordre technique et surtout financier, tout s'est trouvé remis en question avec la venue d'un nouveau directeur, M. Glasser, personnage représentatif du grand patronat, président de la Chambre syndicale des constructeurs de gros matériel électrique et directeur général de l'Alsthom. N'étions-nous pas en présence d'une intervention indirecte du patronat français avec l'accord des dirigeants ou inspirateurs de la politique économique et sociale de « son gouvernement » ? C'est possible. Mais l'ensemble du personnel, par la voie des trois syndicats ouvriers : CGT, CFTC et FO et du syndicat des cadres CGC s'est dressé unanime, contre toute atteinte aux accords passés.

On se trouve en présence d'une bataille sociale

(1) F. Bloch-Lainé : « Pour une Réforme de l'entreprise ». Editions du Seuil.

bien caractéristique de notre période de transition et qui se trouve appuyée à la fois par les cadres, par l'Université (les professeurs ont créé un comité de soutien du personnel Neyrpic), par l'évêque et par un conseil municipal non représentatif du prolétariat grenoblois. Ça nous reporte à la grève des mineurs et à 1789. Drôle de rapprochement !

Oui. Et pourtant, en 1962, comme à la veille de 1789 les dirigeants des institutions, les cadres, les philosophes modernes, les catholiques libéraux sont du côté des victimes de l'oppression en révolte. Une simple différence : les révoltés de 1789 (les bourgeois) avaient atteint la maturité économique et politique ; ceux de 1963 n'y sont pas encore parvenus. Il faut en tenir compte au moment d'établir des plans de transformation sociale, et il faut essayer de combler la lacune que nous signalons. Des militants de la Loire y ont pensé ; ils peuvent peut-être perdre leur temps, mais s'ils échouaient, ils auraient au moins le mérite de n'avoir pas trompé les travailleurs en leur laissant croire que leur émancipation peut être assurée par le moyen de chargés d'affaires, subtils dialecticiens ou technocrates acquis à un verbalisme révolutionnaire, car, ne l'oublions pas, trop de nos défenseurs actuels ne sont avec nous que pour se hisser au pouvoir avec notre appui ; ils ne veulent pas d'une révolution faite comme en 1789 par les révoltés et pour eux. Mais pour ce qui est de Neyrpic, pas d'hésitations.

Tous avec le personnel contre le patron de combat.

LES DEPENSES DE L'ETAT

Nous sommes loin de l'Etat d'avant 1914 dont les dépenses assuraient seulement le fonctionnement des tâches administratives traditionnelles. Ce genre de dépenses ne représente plus que 3,7% du produit national et ne peut justifier les attaques répétées de certains contribuables contre les fonctionnaires. Encore que ces 3,7% englobent en dehors des tâches d'administration générale, de justice, de diplomatie et d'amortissement de la dette publique, des transferts et investissements pour l'Algérie, le fonds européen de développement des pays d'autre-mer et pour la coopération avec la Tunisie, le Maroc et les pays africains... si bien que l'Etat ne dépense en réalité que 2,5% de ses recettes pour faire fonctionner ses services traditionnels.

La fonction militaire est policière est beaucoup plus coûteuse, plus du double : 6,9% du produit national ou 25,1% du budget, passant avant l'action économique (22,9%), avant l'action sociale (20,8%), avant l'action culturelle (17%).

La guerre d'Algérie est terminée. On aurait pu espérer une réduction du budget de la défense nationale, or, depuis 1958, les dépenses militaires ont augmenté de 40% et les dépenses de police de 85%.

U. THEVENON.

LE DERNIER C.C.N. DE LA C.G.T.-F.O.

OUVERTURE SUR L'AVENIR ?

Les 4 et 5 mai, le C.C.N. de la C.G.T.-F.O. se réunissait à Clermont-Ferrand. Les menaces d'intégration pesant sur le syndicalisme et la grève récente des mineurs lui donnaient un éclairage particulier.

Trois questions ont dominé les débats :

- Le retrait de Robert Bothereau.
- Les rapports du syndicalisme et de l'Etat.
- Le vieux problème de l'unité d'action.

Nous nous limiterons dans ce papier à ne parler que du retrait de R. Bothereau et des répercussions qu'il peut entraîner.

Ses intentions de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat de secrétaire général de la Fédération étaient connues officieusement des militants, aussi l'annonce de son retrait n'a pu surprendre que ceux qui regardent F.O. de l'extérieur.

Des journalistes ont même voulu voir dans ce départ autre chose que des raisons données, certains prenant leur désir pour des réalités, en parlant de réunification syndicale.

Au-delà de toutes les exagérations, il n'en reste pas moins, qu'intervenant dans le contexte actuel, le changement d'homme à la tête de F.O. peut amener un climat nouveau dégageant l'avenir de Force Ouvrière.

Robert Bothereau représentait la génération syndicale d'entre les deux guerres et la rupture de 1947.

Bien normalement, par les lourdes responsabilités qu'il sut assumer avec courage, il était marqué par les méthodes de ce temps et le choix de la scission.

Pour des plus jeunes, ou des moins vieux, qui regardent ces temps avec respect, 1936 apparaît maintenant comme une épopée romantique et les suites de la scission comme l'exemple de l'anticommunisme crispé. Ce ne sont pas ces images, toutes du passé, aussi glorieuses soient-elles qui attireront la nouvelle génération.

Le syndicalisme dont les fondements ont peu changé est aujourd'hui confronté à la civilisation technicienne, qui transforme la vie des hommes, donc leur comportement social et notamment leur compréhension du syndicalisme ouvrier.

La génération actuelle est celle de la trépidation négative et de la froide lucidité. C'est tout le contraire de l'esprit du militant traditionnel agissant surtout par idéal et méprisant souvent le côté matériel des choses.

Cette évolution va s'accéléralant, provoquant des désordres divers, de tous caractères. Une partie des responsables syndicaux de formation « traditionaliste » ont de la peine à le comprendre, et ceux que cela inquiète trouvent difficilement les moyens pour s'adapter à cette situation.

Autre phénomène, parmi toutes les transformations, la tendance à la concentration et au centralisme économique et politique, qui amène des exécutifs forts et place en vedette les techniciens.

Cette espèce de force centrifuge ne peut que renforcer les tendances unitaires au sein de la classe ouvrière, mais sans doute d'une façon bien différente que l'espère la C.G.T. car elle s'accompagne d'une dépolitisation et d'un refus d'endocritinement au niveau de l'individu. On accepte volontiers les grandes organisations si elles ont un but technique ou pratique, mais on les rejette si elles demandent un engagement trop précis non compensé par un intérêt.

C'est par cette route accidentée que le successeur de Bothereau devra conduire le véhicule confédéral et il est probable que dans ses débuts, il ne tiendra pas le volant avec la ferme assurance de son prédécesseur. Prendra-t-il plus de risques en appuyant un peu moins sur la pédale du frein ?

S'il le fait, il se rapprocherait des aspirations de la nouvelle génération, moins sensible à l'humanisme syndical, mais plus portée vers le mouvement et l'efficacité.

Alors, sans tomber dans un excès de technocratie, la C.G.T.-Force Ouvrière prendrait le visage nouveau et l'attitude plus dynamique que lui souhaitent ses « minoritaires » de toutes tendances.

Dans ce cas, la retraite de Bothereau serait bénéfique, car avec l'esprit démocratique et constructif des militants F.O., cette centrale, parce que libre, pourrait devenir un pôle d'attraction, préparant une réunification pour le moment aléatoire.

M. PIOLET.

LE CONGRÈS DE LA MÉTALLURGIE F. O.

Résolument, le Congrès de la Fédération de la Métallurgie Force Ouvrière s'est hissé au niveau du standing international. Le choix du palais moderne de l'UNESCO pour servir de cadre à ses assises était voulu et nécessaire : passer la porte, nous situait à la fois dans le monde et dans l'avenir. On conversait dans les couloirs, sous la surveillance des grandes photos des monuments de la Nubie. Rien ne nous est étranger de ce qui est humain.

Fréquemment, l'exemple de nos amis européens était cité à la tribune : depuis la lutte des Italiens ou des Allemands pour la réduction du temps de travail jusqu'à cette fierté d'appartenir à l'organisation des métallurgistes la plus puissante dans l'Europe des six, puisque, dans cette Europe, deux métallurgistes syndiqués sur trois adhèrent à notre internationale.

LE RAPPORT D'ACTIVITE

C'est notre ami Antoine Laval qui a présenté le rapport d'activité. Antoine a fait, sans doute là, un de ses meilleurs discours de ces dernières années. Sa présentation des problèmes nous a paru d'une précision remarquable : tous les aspects positifs et négatifs se trouvaient énoncés avec clarté et au niveau le plus élevé. Mis à part les problèmes strictement corporatifs, ce rapport d'activité aurait aussi bien pu être prononcé à l'entrée d'un congrès confédéral.

Tout a été dit là, en deux heures, sur la situation économique, et celle des salaires et de l'emploi, sur les craintes que nous avons en face de décentralisations nécessaires, sur les résistances posées à la réduction du temps de travail, sur les dangers de l'intégration dans l'Etat, sur les réserves formulées à la revendication de la section syndicale d'entreprise, sur les objectifs poursuivis par les autres organisations ouvrières, sur les conditions éventuelles à exiger pour une unité syndicale, mais sur la tactique possible à employer, face au patronat, avec les autres organisations.

Mon propos n'est donc pas de refaire cette analyse, sinon pour signaler que Renard a eu raison dans son intervention de rattacher l'analyse de Laval aux contradictions du capitalisme, et pour demander à Laval de nous préciser encore davantage sa pensée sur un point : qu'a-t-il voulu dire par ce « pragmatisme » dont il a cherché le modèle à l'étranger ? Il ne semble pas que, pour Laval, ce pragmatisme exclut l'action directe et l'action de masse. Il semble, au contraire, que les grèves récentes des métallurgistes italiens et allemands, grèves dont nous ne sommes actuellement pas capables ici, prouvent cette nécessité de l'action directe mieux organisée et mieux conduite à son terme de l'autre côté du Rhin ou du Pô. Une étude plus poussée paraît nécessaire à entreprendre. La lutte ouvrière qui se situe d'abord au niveau de l'entreprise, se situe aussi au niveau international. Bien que l'action exemplaire des travailleurs de Neyrpic à Grenoble ait été très justement montée en épingle, bien que certains congressistes aient demandé l'organisation des grèves à l'échelle européenne, de ce point de vue, après ce congrès de la Fédération des Métaux F.O., nous restons tout de même sur notre faim.

L'UNITE SYNDICALE

Le sujet le plus passionnel des congrès reste toujours celui de l'unité syndicale. Si le Congrès a suivi, dans sa presque unanimité, le rapport de Laval, l'opposition s'est manifestée à la tribune, venant de l'Est. Prévidente, de Meurthe-et-Moselle, refuse les distinctions de ceux qui discutent avec la C.G.T. sans approuver ni toute sa doctrine ni toutes ses méthodes. Avec lui, les choses sont plus tranchées : la moindre action conduit à l'unité organique et, celle-ci, à la dictature. Pour Faesch, d'Alsace, la scission de 1947 constitue une doctrine et non, comme pour nous, un événement historique qu'il fallait poser et que nous avons fait.

Par contre, les délégués du Nord, de la Loire, de la Loire-Atlantique et de Paris se sont retrouvés pour approuver l'action commune avec toutes

les autres organisations mais pour situer celle-ci à son véritable niveau : celui non pas de la doctrine ni même de la stratégie, mais en faire simplement un des éléments de notre tactique, tout en réaffirmant par ailleurs et l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques et la primauté de l'homme contre toute dictature.

Le fait que cela ait été énoncé par un secrétaire fédéral Force Ouvrière, appuyé par la quasi totalité des interventions des congressistes et sanctionné par l'unanimité des votes à une voix près, constitue un élément positif extrêmement important.

FORCE OUVRIERE S'INSTALLE DANS L'AVENIR

On a beaucoup parlé des jeunes dans ce congrès. Cela en devient même une obsession. Pour un peu, on serait extrêmement satisfait qu'un moins de 30 ans devienne secrétaire confédéral. Cette impatience de voir les jeunes occuper les postes de responsabilité démontre à quel point Force Ouvrière est une organisation vivante et que les scléroses nous ont quitté au moment de la scission.

Petite statistique : sur les 29 membres que compte la Commission administrative élue par le Congrès, 20 siégeaient avant le Congrès et 9 sont nouveaux. Sur les 20 anciens, 14 siègent depuis 6 ans ou plus. Ce qui veut dire que la majorité était différente, il y a 6 ans quant aux personnalités et que le C.A. se renouvelle approximativement par tiers tous les trois ans.

Sur ces 29 membres, 1 a plus de 60 ans — notre camarade Fauconnet dont le caractère est resté étonnamment jeune — 11 ont entre 45 et 60 ans, 13 entre 35 et 45 ans. Les trois plus jeunes ont, l'un 34 ans, un autre 33 ans et le plus jeune 24 ans.

Compte tenu que le critère ne reste pas l'âge mais le niveau des capacités, ces chiffres me paraissent valables pour affirmer que Force Ouvrière reste l'organisation ouverte.

LA RESOLUTION FINALE

Ce Congrès aurait cependant manqué d'opposition et aurait connu cette banalité d'une trop grande unanimité si un incident n'avait éclaté dans la dernière heure : celle où Renard rapportait la résolution finale.

La personnalité de notre ami Renard — qui accède pour la première fois à la C.A. fédérale — devait susciter les oppositions de quelques congressistes. Cette résolution « entachée, a dit quelqu'un, de quelques expressions trotskystes » (Où ? Lesquelles ? Et qu'est-ce que cela veut dire ?) fut revue et complétée. En fait, un défaut d'organisation empêcha les délégués d'avoir le texte sous les yeux et plusieurs purent ainsi attribuer au texte les défauts qu'ils souhaitaient qu'il ait.

C'est tellement l'astuce des congrès : on changea quelques termes, on précisa quelques expressions vagues, on compléta. Notre ami Perrin, de Saint-Chamond, a trouvé, quant à lui, qu'on s'était contenté de « pinailler » sur les mots et qu'on avait raturé les expressions fortes. Rassure-toi Perrin, il reste encore, dans le texte définitif, des phrases dures comme tu les aimes !

« Cette situation procède des lois d'une économie capitaliste concurrentielle ayant le profit pour moteur. »

« La mise en avant de ces revendications immédiates oblige l'organisation syndicale, à tous les niveaux, à rechercher des modifications de structures dans l'économie libérale et néo-libérale de ce pays. »

« Le Congrès préconise des contenus de conventions collectives fondamentalement renoués, influençant les salaires pratiqués et donnant des garanties valables. »

Sur la représentativité syndicale dans les entreprises : « Le Congrès constate qu'en maints endroits, et plus particulièrement dans les entreprises décentralisées, le patronat remet en cause, délibérément, l'existence même des élus et des représentants syndicaux en tant que tels. A tra-

vers les élus et les représentants syndicaux, c'est toute l'organisation syndicale qui est menacée, c'est-à-dire le moyen essentiel à la disposition des travailleurs dans leur lutte quotidienne pour le maintien des avantages acquis et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. »

« Le Congrès affirme sa volonté de faire respecter les élus et les représentants syndicaux. »

« Il réclame le libre exercice du droit syndical dans l'entreprise et son extension qu'il ne saurait confondre avec une quelconque forme d'association liant l'organisation syndicale au patronat, la privant ainsi de son caractère fondamental de regroupement libre et indépendant. »

Et enfin : « Le congrès s'élève avec énergie contre la course aux armements, classiques et atomiques. »

Mais ces prises de position ne devaient pas masquer les revendications plus immédiates : augmentation des salaires, retour à la semaine de 40 heures, retraite à 60 ans.

Telles sont, tirées à très gros traits, les grandes lignes d'un congrès qui marque la richesse de la Fédération F.O. de la Métallurgie. Pour être complet, il faudrait encore signaler les études sérieuses de Delamarre, le rapport de Petit sur les Conventions collectives, à condition qu'il n'oublie pas qu'une convention collective n'est jamais qu'un compromis après une bataille. Il faudrait aussi indiquer que l'importance et le nombre des sujets traités oblige les délégués à limiter à l'extrême leurs interventions, le temps étant mesuré et il y a tant à dire !...

Retenons peut-être de ce congrès un effort de synthèse entre les contraires : affirmations doctrinales sans l'oubli des revendications immédiates, nécessité du dialogue contractuel ouvert par l'action des masses, transformation des structures obtenues par la lutte de classe, pragmatisme supposant l'action directe, expérience des anciens complétant le dynamisme des jeunes, unité syndicale née de l'indépendance et de la liberté.

Il faudra encore veiller, afin qu'à la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie, comme ailleurs, l'un des deux termes de la balance ne soit pas barré au bénéfice de l'autre et que l'équilibre de l'action syndicale ne soit pas ainsi rompu.

M. CHAUSSE.

CONTRE LA RÉPRESSION FRANQUISTE

Les prisons franquistes sont pleines de jeunes Espagnols. Beaucoup d'entre eux ont été condamnés pour des délits imaginaires. Tel est le cas des jeunes libertaires Julio Moreno et Francisco Sanchez Ruano, condamnés l'année dernière à Madrid à 30 et 28 ans d'emprisonnement.

Beaucoup d'autres subissent des peines scandaleuses pour leur simple appartenance aux Jeunes-Libertaires ou à d'autres organisations démocratiques ou révolutionnaires.

Aujourd'hui encore, trois jeunes : Pécunia Alain, 17 ans ; Ferri Bernard, 21 ans ; Battoux Guy, 20 ans, sont accusés d'avoir montré leur solidarité active envers le peuple espagnol opprimé et d'avoir collaboré à la campagne « anti-tourisme » déclarée par le Conseil Ibérique de Libération.

Nous venons d'apprendre que le procès de ces trois camarades qui devait avoir lieu ce mois-ci est renvoyé à l'automne. Premier résultat des manifestations de solidarité engagées en leur faveur. Ils restent cependant menacés de peines de 15, 20 et 30 ans de prison. Des défenseurs, militaires nommés d'office, ne pourront que s'incliner devant le verdict, toujours brutal, prononcé par des juges, militaires eux aussi.

La pression exercée par l'opinion publique internationale peut arrêter les agissements des fascistes espagnols.

La libération des trois jeunes récemment arrêtés ; la révision immédiate du procès Moreno, Ruano et leurs camarades sont des objectifs à atteindre par l'action concertée de tous les anti-fascistes.

UN COMMUNIQUÉ DU P. U. M. S. U. D.

Le 11 mai à Paris, plus de cent militants syndicalistes d'horizons divers : C.G.T., C.G.T.-F.O., Autonomes, réunis à l'invitation de l'Association « Pour un mouvement syndical uni et démocratique » pour débattre du thème du refus d'intégration du syndicalisme dans l'Etat, sont convenus :

— Qu'ils étaient unanimement d'accord pour témoigner dans leur vie militante de leur volonté de ce refus.

— Qu'ils étaient unanimement d'accord pour dénoncer dans la classe ouvrière la mystification et le cadeau empoisonné que constituerait un conseil économique et social doté de pouvoir législatif.

— Qu'ils étaient unanimement d'accord pour estimer que la classe ouvrière pouvait et devait trouver en elle-même, face à ce danger direct ou indirect, les ressources de pensée et d'action nécessaires pour forger son propre avenir et qu'il appartenait à ses militants, à quelque niveau ou organisme que s'exerce leur action de tenir un langage authentiquement ouvrier, d'assurer les comptes rendus publics de leurs missions ou mandats, de dénoncer les initiatives, manœuvres ou projets tendant à l'aliénation de l'indépendance du syndicalisme.

L'idée essentielle qui s'est dégagée de cette réunion est que ce refus d'intégration du syndicalisme dans l'Etat sera d'autant plus efficace que le mouvement syndical aura retrouvé sa véritable unité.

Le P.U.M.S.U.D. constate que la grève des mineurs a mis en relief les aspirations croissantes pour un regroupement plus que jamais nécessaire ; soucieux d'apporter sa contribution à ce mouvement dont il a été l'initiateur, le P.U.M.S.U.D. rappelle que les principes qu'il a posés dès son origine sont les conditions indispensables d'une unité durable.

Les militants du P.U.M.S.U.D. instruits par l'expérience, estiment en effet qu'il n'est plus possible de renouveler des réunifications telles que celles de 1935 et 1943 ; celles-ci influencées par certaines circonstances politiques, nationales et internationales se réalisèrent dans la confusion et ne purent résister aux événements, parce que n'avaient pas été éliminés les germes de scission.

D'autre part, le P.U.M.S.U.D. souligne que si l'unité d'action peut s'imposer dans les luttes ouvrières, elle ne débouche pas sur l'unité syndicale réelle, chaque organisation s'attribuant les mérites des résultats ou rejetant sur les autres les échecs et les insuffisances de l'action commune.

Il n'y a pas non plus d'unité véritable lorsque dans une organisation sont appelés à participer au sommet des dirigeants censés représentatifs des courants de la pensée ouvrière sans que ceux-ci aient pu se manifester librement.

Le P.U.M.S.U.D. considère donc que l'unité syndicale ne peut être pleinement retrouvée que sur la base des principes qu'il a définis et dont l'actualité confirme la valeur ;

— la libre confrontation des thèmes sans que soient masqués les divergences naturelles ou doctrinales ; vouloir nier les divergences sous le faux prétexte d'unité, ce n'est pas contribuer à l'efficacité de l'organisation syndicale ;

— la franche reconnaissance des diverses tendances du mouvement syndical, avec leur possibilité d'expression ;

— la nécessité de développer chez chaque travailleur le sens de ses responsabilités, afin de le rendre très attentif à la pratique du noyautage ;

— le vote à bulletin secret pour l'élection des responsables, l'interdiction effective du cumul des fonctions syndicales et politiques, la révocabilité des responsables syndicaux ;

— En particulier le mouvement syndical a pour devoir de ne lier ni son sort ni son orientation à ceux des groupements, forces ou partis, dont les préoccupations et les méthodes sont différentes des siennes, même si les solutions et les objectifs de lutte sont proclamés identiques.

GEORGES DUMOULIN

La mort de Georges Dumoulin à 86 ans serait passée sans soulever émotion, ni curiosité si deux articlets du « Monde » et du « Figaro » — d'ailleurs incomplets et portant quelques inexactitudes — n'avaient réveillé chez les « croulants » et les « amortis » des souvenirs mélancoliques et décevants.

Et cependant, le mouvement ouvrier de ce siècle n'a pas connu de personnalité plus « pittoresque », sur laquelle par intermittence, les projecteurs ont éclairé des positions souvent opposées, toujours en pointe...

Né à Harnes, dans le Nord, ce robuste Flamand gardait probablement dans ses veines du sang des occupants espagnols de la vieille Flandre.

Jeté en apprentissage dans le fond de la mine, avant l'adolescence, il se révèle vite orateur et journaliste de classe. Il lit beaucoup, acquiert outre une solide connaissance des intérêts et sentiments ouvriers, une culture littéraire formée dans les fructueux vagabondages de l'autodidacte. Est-ce Monatte qui le découvrit au sein du jeune syndicat des Mineurs — dressé contre les réformistes socialistes du sous-sol ? En 1914 il est déjà secrétaire-adjoint de la C.G.T. A ce titre, il assiste le 25 juillet 1914, aux côtés de Jouhaux, au congrès de la Centrale belge à Bruxelles, puis à l'ultime conversation entre Jouhaux et Legien représentant la centrale allemande et la Fédération syndicale internationale. De là sans doute date sa première rupture avec... le « général » qui donna des propos du représentant allemand une interprétation tendancieuse (alibi pour l'adhésion à l'Union sacrée) que Dumoulin n'accepta pas. Mais, mobilisé, jeté dans la fournaise, il n'en sortit qu'en 1918, pour reprendre à Roche-la-Molière, le pic du mineur. Il ne le pose que pour saisir la plume du militant et écrire d'un style nerveux, violent, édifiant, sa brochure : *les Syndicalistes français et la guerre...* qui demeure encore un témoignage et un réquisitoire justifiant a posteriori l'intransigeance de l'opposition syndicaliste à la guerre, dont Monatte et Rosmer furent les pionniers, que Merrheim et Bourderson représentèrent en 1915 à la conférence internationale de Zimmerwald. Mais en 1918, il ne s'agit plus seulement de la révolte contre la guerre. La Révolution russe impose un choix décisif. Merrheim, hanté par la crainte de ruiner l'organisation, ne s'y résout pas. Il abandonne la minorité. Quelques mois plus tard, Dumoulin le suit, reprenant sa place au bureau confédéral et mène contre la minorité qu'il connaît bien, une lutte impitoyable.

Fut-il l'artisan de la scission confédérale accomplie au début de 1922 ? Il est difficile de savoir ce que voulait consciemment un homme comme lui, dominant l'actualité comme la barque couronne la vague qui la porte.

Il y avait certainement au sein des Comités syndicalistes révolutionnaires une fraction décidée à la scission. Il y avait certainement au sein de la majorité réformiste des hommes décidés à continuer l'expérience de « collaboration », en lui sacrifiant l'unité. Il est certain que Dumoulin a joué le jeu de ceux-ci. Il est certain que Monatte a tout fait pour contrarier ceux-ci et ceux-là, et que les C.S.R. pour lui étaient un moyen d'éviter la scission, en retenant les impatientes...

Dumoulin, fidèle à la logique interne de son orientation nouvelle et... provisoire va à Washington jeter les bases de l'organisation internationale du Travail — et tente en France une expérience avortée de parti travailliste... puis le projecteur se tourne et le laisse dans l'ombre paisible d'un emploi à Genève.

En 1929, lors de la grande crise mondiale, le projecteur le découvre dans un congrès socialiste, lié à la gauche de Zyromsky, interpellant la direction confédérale à travers la droite du parti. En novembre 1930, Chambelland va le chercher à Denain — où il occupe le poste de secrétaire général de la Mairie — et c'est la fondation du *Comité de propagande pour l'Unité syndicale*, dit « Comité des 22 » ; un appel à l'unité étant signé par 22 militants autonomes, unitaires, confédérés, dont Dumoulin, Digat, Monatte, Marthe Pichorel...

Dumoulin tient la vedette au congrès confédéral de 1931. Mais pour répondre aux stalinien qui l'accusent de préparer son élection comme député, il proclame solennellement : *je ne serai pas candidat*. Un an plus tard, quoique l'idée d'unité ait fortement progressé, le Comité des 22 s'est dissous. Dumoulin est candidat socialiste dans le Nord. Justice immanente ! Il subit un grave échec, victime de la conjonction de la haine communiste, des craintes de la Société des Houillères..., de la rancune des anciens du vieux syndicat réformiste. A nouveau le projecteur l'abandonne.

1935. Hitler est au pouvoir. Des tentatives de coup de force ont révélé un danger dit fasciste en France. Dumoulin émerge au « Populaire », (24-1-35) pour inviter les syndicalistes à abandonner leur traditionnelle position d'indépendance, à soutenir « un front commun de la C.G.T., la C.G.T.U. le parti socialiste et le parti communiste » afin d'engager « la lutte à mort contre le fascisme... qui se prépare à nous appliquer en France les pires violences et la destruction systématique des conquêtes réalisées. »

L'unité reconstituée en 1936 le voit secrétaire de l'Union des Syndicats du Nord. A ce titre, il interviendra au congrès confédéral de Nantes en 1938 au nom de la minorité syndicaliste et pacifiste, dressée contre la majorité que mènent les stalinien.

Hélas ! c'est le projecteur du type mirador pour camp de concentration qui éclairera la dernière position en flèche de Dumoulin. Il apparaît en novembre 1940, comme l'orateur de la fraction syndicale la plus favorable à une « révolution nationale-socialiste », il participera à la rédaction de *l'Atelier*, où par la virulence dans l'absurdité et la malversation, on dépassera les pires torchons pro-nazis. Des amis libertaires m'affirment que Dumoulin porte la responsabilité de certaines arrestations et déportations. Je ne le crois pas. Il m'a toujours paru incapable d'une telle avilissante lâcheté. Mais le pire c'est qu'elle ait paru vraisemblable...

A nouveau le projecteur se tourne. Dumoulin est en disgrâce dans les derniers mois de l'occupation. A la Libération, il se cache, et reprend à 68 ans la pelle et la pioche de l'ouvrier agricole.

Arrêté, jugé, relâché, cet épurien, rabelaisien, ce barde du paganisme ouvrier, ce rebelle à tous les dogmes, imperméable à tous les catéchismes, finit dans l'obédience catholique la plus stricte et voue son agonie à notre Sainte-Mère l'Eglise.

Un personnage au destin « hors série » digne de figurer dans la « Comédie humaine » de Balzac. « Une crinière de lion... sur des yeux de renard ».

Une éloquence spontanée, brillante, faite d'ingénieuses notations, d'aphorismes chargés d'un bon sens de terroir, de boutades explosives ou malicieuses, de trémolos pathétiques agitant tout son corps, de saccades de pêcheur à la ligne jetant l'hameçon perfide au contradicteur qu'il traitait frétilant du flot pour le rejeter inerte sur la berge... et aussi des réminiscences littéraires placées le plus souvent dans des conversations cordiales où il se révélait encore plus séduisant que dans ses discours.

Et cependant on éprouvait toujours un vague malaise en l'écoutant de trop près. « Il suffit de regarder le yeux de Dumoulin et de Monatte pour saisir la différence entre les deux hommes, même lorsqu'ils parlent le même langage », me disait un jour Vivès, du bureau de notre syndicat.

Il semblait toujours, en effet, que lorsqu'on entendait la parole nette et franche de Dumoulin ses yeux traduisaient une pensée qui se dérobaît : « Quand la bouche dit oui, le regard dit peut-être !... »

Il avait donné suffisamment de preuves de son courage physique pour qu'on ne puisse l'accuser de couardise. Trop personnel, trop ambitieux pour être simplement vénal. Peut-être fut-il toute sa vie victime d'impulsions qui le portaient d'un saut au faite, sans avoir assez de ténacité pour y demeurer, assez de patience pour attendre les autres... ?

Parmi les disparus, trois hommes exceptionnels ont personifié de 1914 à 1918 une opposition syn-

dicaliste qui se haussa à la grandeur tragique — trois hommes également instruits des choses et conscients des possibilités ouvrières : Monatte, Merrheim et Dumoulin.

Le second qui fut l'un des plus remarquables organisateurs syndicalistes, n'a guère survécu à la scission. Lui qui fut assez raisonnable avant la guerre pour être clairvoyant, assez raisonnable pendant la guerre pour être héroïque, a perdu la raison avant de mourir.

Le troisième, bénéficiant de dons prestigieux, capable par son éloquence de hausser les foules ouvrières au-dessus d'elles-mêmes, meurt dans l'humilité chrétienne après avoir tenté de jouer avec le totalitarisme.

Seul, le premier s'en est allé aussi lucide, aussi sage en ses dernières minutes qu'il le fut pendant plus d'un demi-siècle consacré à la classe ouvrière.

Peut-être aurions-nous supporté moins de défaites si s'était prolongée au-delà de la guerre, l'amitié confiante qui unissait ces trois hommes en 1914 dans la fidélité au syndicalisme révolutionnaire et à l'internationalisme prolétarien.

RAOUL LENOIR

Raoul Lenoir qui vient de mourir est qualifié doyen des syndicalistes français. Militant sincère, honnête, pas très éloquent, adversaire de toutes les innovations et les audaces, il personnifiait cependant un respect de l'organisation qui commande le respect de l'homme. Il fut à l'origine de la transformation des Fédérations de métiers en Fédérations d'industries et devint à la Fédération des Métaux le collaborateur de Merrheim, qu'il tira toujours du côté de la prudence tandis que Monatte et Rosmer le tiraient du côté de l'action minoritaire.

De la scission de 1922 à l'unité de 1936, il fut membre du bureau confédéral dont il se retira pour ne pas collaborer avec les stalinien.

Il ne nous aimait guère. Je l'entendis un jour dans un couloir au congrès du Syndicat national de Nîmes en 1931, exprimer une véritable haine à l'égard de Monatte.

J'en parlai à celui-ci dès mon retour à Paris. Monatte, avec une générosité émue, apaisa mon indignation.

Lenoir avait un fils mobilisé pendant la guerre de 1914-1918... que l'on pouvait affecter à un poste éloigné du front. Mais les minoritaires menaient une campagne violente contre ceux que leur « fidélité » majoritaire avait permis « d'embusquer » à l'abri.

Lenoir, déchiré, n'engagea aucune démarche. Le fils fut tué. Jamais la compagnie de Lenoir ne le lui pardonna. Et cette tragédie marqua définitivement l'adjoint de Merrheim.

Alors, disait Monatte, sa haine contre nous s'explique.

Et cela ne nous empêche pas de saluer la mémoire de ce « constructeur » du syndicalisme, associé qu'il l'ait voulu ou non à l'âge héroïque du mouvement ouvrier. — R. H.

DEUX SEANCES EDUCATIVES A LA MAISON DE SEVRES

A la Maison d'Enfants de Sèvres (17, av. Eiffel, Meudon-Bellevue, gare de Bellevue ou métro Pont-de-Sèvres et autobus 179) que dirige Yvonne Hagnauer depuis vingt-deux ans — comme tous les ans, on présente en fin d'année les résultats des expériences actives menées avec les enfants et les adolescents. Le samedi 22 juin à 14 h. 30, c'est autour de la coopération à l'école et hors de l'école que l'on rendra compte de travaux et de visites à Paris et en province, menés avec la collaboration de militants des coopératives.

Le jeudi 27 juin à 14 h. 30, c'est l'initiation aux mathématiques, menée dans les classes des plus jeunes enfants. Notre camarade Paul Ruff introduira l'expérience.

Pour les deux jours : après les exposés et les débats, auditions de la chorale et des « orchestres », séance de dramatisation, visite des classes et ateliers.

Invitation cordiale à tous les amis de la R.P.

A travers les

LIVRES

LES GRANDES FLEURS DU DESERT

par HAN RYNER

Les Grandes Fleurs du Désert sont l'œuvre testamentaire de Han Ryner. Il y a travaillé jusqu'à ses derniers jours. Il voulait en faire, sur un plan très différent, une réplique à son Cinquième Evangile, y exprimer dans sa plénitude l'essence du message chrétien : Amour et Pauvreté. La figure du Poverello d'Assise l'avait longtemps hanté. Pour la peindre avec vérité, il a pris la plume d'un disciple ingénu de François, un « fraticelle », un « spirituel », de ceux que l'Eglise persécutera et brûlera comme hérétiques.

Sans doute, ce livre soulèvera-t-il des discussions. Mais on sera d'abord séduit par une œuvre d'un art profond en sa simplicité apparente, son dépouillement, sa tendresse, son émotion.

L'exemplaire, 7,50 F ; sur pur fil Lafuma avec photo originale et documents authentiques 30 F ; sur BK de Rives avec photo 20 F ; sur Velin Identique avec photo 10 F.

S'inscrire avec ou sans versement au nom de Louis Simon, 3, Allée du Château, Pavillons-sous-Bois (Seine) - C.C.P. 2198-45 Paris ou à Camille Belliard, L'Amitié par le Livre, à Blainville-sur-Mer (Manche) - C.C.P. 6666 Paris.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MAI 1963

RECETTES :		
Abonnements ordinaires	843,50	
Abonnements de soutien	403,—	1.246,50
Souscription		106,—
Vente au numéro		1,50
Vente de brochures		10,—
Total des recettes		1.364,—
En caisse à fin avril		3.461,76
		<hr/>
		4.825,76
DEPENSES :		
Impressions et papier R.P. avril 1963	1.322,75	
Frais d'expédition	73,36	
Téléphone	51,—	
Autres frais généraux	70,54	
Total des dépenses		1.517,64
En caisse à fin mai :		
Espèces	203,12	
Chèques postaux	3.105,—	3.308,12
		<hr/>
		4.825,76

DU 1^{er} AU 12 JUIN

RECETTES :		
Abonnements ordinaires	175,85	
Abonnements de soutien	132,—	307,85
Souscription		23,—
Pour les mineurs		50,—
Total des recettes		380,85
En caisse à fin mai		3.308,12
		<hr/>
		3.688,97
DEPENSES :		
Frais généraux		211,70
En caisse au 12 juin :		
Espèces	61,42	
Chèques postaux	3.415,85	3.477,27
		<hr/>
		3.688,97

(Voir listes abonnements de soutien et souscriptions en page 3 de la couverture.)

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1^{er} MAL. — A Paris meeting de la C.G.T. qui obtient un réel succès.

A Moscou, parade militaire devant Fidel Castro.

A Lisbonne, heurt entre policiers et manifestants : un mort, plusieurs blessés.

JEUDI 2. — A Alger, fin des conversations entre Ben Bella et M. de Broglio.

VENDREDI 3. — Crise à Damas (Syrie) : démission de 5 ministres.

La République Dominicaine demande à l'Organisation des Etats américains de prendre des mesures contre Haïti.

A Clermont-Ferrand, comité national confédéral de la C.G.T.-F.O.

SAMEDI 4. — A Alger, visite de Gamal Abdel Nasser.

Aux Etats-Unis, dans l'Alabama, manifestation contre la ségrégation : 200 Noirs arrêtés.

DIMANCHE 5. — M. Michel Debré élu député de la Réunion ; Mme Vaillant-Couturier réélue députée de la Seine.

MARDI 7. — Départ d'Alger du président Nasser, avant la date prévue.

A Moscou, procès d'espionnage contre l'Anglais Greville Wynne et Penkovsky, haut-fonctionnaire soviétique.

MERCREDI 8. — Evacuation des familles des fonctionnaires à Haïti.

Comité central du Parti communiste à Ivry.

JEUDI 9. — En Syrie : émeutes et complots nassériens.

En Afrique du Sud, à Prétoria, exécution de six membres du mouvement nationaliste noir.

VENDREDI 10. — A Birmingham (Alabama - Etats-Unis) accord entre dirigeants noirs et commerçants blancs.

SAMEDI 11. — A Moscou Penkovsky est condamné à mort.

DIMANCHE 12. — Réunion du congrès de la C.G.T. à Saint-Denis.

MARDI 14. — A Prague (Tchécoslovaquie) mesures de déstalinisation : révocation de plusieurs dirigeants.

En Syrie, Salah El Bittar, baathiste, constitue un nouveau gouvernement sans les nassériens.

Signature d'un accord de commerce franco-japonais.

MERCREDI 15. — L'astronaute américain Gordon Cooper lancé de Cap Canaveral pour accomplir 22 révolutions autour du globe.

JEUDI 16. — A Bonn, le Bundestag approuve l'accord franco-allemand.

A Moscou, Penkovsky est fusillé.

VENDREDI 17. — Echec à New-Delhi des négociations indo-pakistanaïses sur le Cachemire.

SAMEDI 18. — Résultats des élections marocaines : majorité gouvernementale affaiblie, plusieurs ministres battus.

A Belgrade (Yougoslavie) discours de Tito contre les Chinois « trotskystes ».

Au Laos pression militaire du Pathet-Lao (communiste) sur la plaine des Jarres.

Ouverture à Addis-Abéba (Ethiopie) d'une conférence « au sommet » panafricaine.

A Amiens, conseil national de l'U.N.R.-U.D.T.

DIMANCHE 19. — Congrès de la Gauche européenne à Paris : le président Gérard Jaquet accepte l'appui communiste pour une expérience socialiste.

Elections en Basse-Saxe : progrès socialistes, remontée de l'Union démocrate chrétienne.

Manifestation antiraciste à Durham (Caroline du Nord - U.S.A.) arrestation de 15 Blancs et de plus de 400 Noirs.

LUNDI 20. — Note de Moscou à la France contre le traité franco-allemand.

Manifestation pour les salaires dans les usines de Sud-Aviation à Toulouse, organisée par les trois syndicats C.G.T., C.F.T.C. F.O.

Grève de 24 heures à la R.T.F.

Conflit des tarifs aériens : les compagnies américaines acceptent d'augmenter leurs tarifs, selon la demande des compagnies européennes.

MARDI 21. — A Ankara (Turquie) : putsch militaire écrasé par les troupes loyalistes.

A Genève : désaccord entre les Six et els Etats-Unis sur la réduction des tarifs douaniers.

MERCREDI 22. — A Ottawa (Canada) : réunion du Conseil atlantique.

A Bruxelles : refus allemand de rapprochement des prix des céréales.

Note de Moscou pour la « dénucléarisation » de la Méditerranée.

M. Zalman Shazar élu président de l'Etat d'Israël.

JEUDI 23. — Accord de coopération entre la France et la Guinée.

Elections partielle dans l'Inde : défaite du parti du Congrès.

A La Baule, congrès du M.R.P.

DIMANCHE 26. — Visite en Israël de M. Strauss, représentant l'Allemagne fédérale : manifestations hostiles.

Assassinat à Salonique (Grèce) du député de gauche Lambrakis.

LUNDI 27. — Coup d'Etat manqué en Irak.

Congrès des Métaux F.O.

MARDI 28. — Visite en France du roi de Suède.

Au Kenya élections : victoire de M. Kenyatta, leader nationaliste sorti de prison.

Le parti communiste indonésien se prononce unanimement pour le parti chinois.

JEUDI 30. — A Moscou, le maréchal Varentsov, commandant en chef des fusées tactiques, perd son poste et son grade, à la suite de l'affaire Penkovsky.

Réunion à Issy-les-Moulineaux du congrès du parti socialiste.

VENDREDI 31. — Fin de l'Etat d'urgence mis en vigueur le 2 avril 1961.

D'où vient l'argent (Suite)

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

André Allx (Seine), 25; Marcel Bavard (Côte-d'Or), 25; André Crespo (Algérie), 60; E. Delusme (Seine), 25; Maurice Fradin (Paris), 30; Marcel Guenec (Seine-et-Oise), 30; Yves Hébert (Gironde), 25; C. Joubert (Loire), 25; Pascal Leclercq (Jura), 68; Jean Mahé (Finistère), 25; Marie-Louise Marquis (Paris), 65; Louis Mercier, 47; Pierre Métayer (Seine-et-Oise), 30; Jacques Métivier (Deux-Sèvres), 25; Henri Poulet (Seine-et-Oise), 30. — Total : 535 francs (dont 403 en mai et 132 du 1^{er} au 12 juin).

LA SOUSCRIPTION

E. Allot (Finistère), 5; A. Azoult (Loire), 5; Dr Louis Bercher (Seine), 5; Auguste Bermon (Var), 5; Bernard Cazabon (Hautes-Pyrénées), 5; Martin Conti (Suisse), 1; Yves Deler (Gironde), 5; Jean Duperray (Loire), 14; Marthe Guillaume (Loire), 5; René Jousselin (Deux-Sèvres), 5; Alexandre Jutier (Allier), 3; François Langue (Eure), 5; Lucien Laumière (Seine-et-Oise), 5; Albert Lemire (Seine), 3; Marcel Lob (Var), 3; Jean-Marie Maleysson (Haute-Loire), 5; Guillaume Mons (Seine-et-Oise), 5; Charles Patat (Paris), 20; Marcel Patin (Seine-et-Oise), 5; Emilienne Pujolle (Gironde), 5; Ugo Rolland (Italie), 12; Christian Roth (Cantal), 3. — Total : 129 francs (dont 106 en mai et 23 du 1^{er} au 12 juin).

POUR LES MINEURS

Louis Mercier, 50.

**

Un camarade nous a demandé s'il serait « possible de voir dans un prochain numéro de la R.P. le résultat général de la solidarité en faveur de nos camarades mineurs ».

Nous répondrons à ce camarade que nous ne connaissons pas le montant total des versements effectués aux différentes organisations intéressées par la grève des mineurs. Quant aux souscriptions reçues par nous, le total en a paru dans notre numéro 483 de mai 1963. Ce total est définitif (à l'exception du versement de Louis Mercier). Il s'élève à 1.470 francs (147.000 anciens francs).

Il va sans dire que nombre de militants abonnés ont manifesté leur solidarité aux grévistes par des voies autres que celle de la R.P.; certains des camarades cités (sinon tous ont d'ailleurs apporté une contribution complémentaire (souvent plus importante) par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales ou comités d'entreprise.

VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER :

LA CHINE
par Robert LOUZON

PRIX : 4 Fr.

TROIS SCISSIONS SYNDICALES
par Pierre MONATTE

PRIX : 6,90 Fr.

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE
par Roger HAGNAUER

PRIX : 6 Fr.

L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE
par Roger HAGNAUER

PRIX : 9,45 Fr.

En vente à la « Révolution Prolétarienne » - C.C.P. 734-99 Paris

LES BROCHURES DE L'UNION DES SYNDICALISTES :

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS
par Roger HAGNAUER

PRIX : 1 Fr.

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?
par Pierre DICHAMP

PRIX : 1 Fr.

LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE "WELFARE STATE"
par Evert ARVIDSSON

PRIX : 2 Fr.

PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE
par Louis MERCIER

PRIX : 3 Fr.

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION A CUBA

PRIX : 3 Fr.

Commande à R. MARCHETI, 103, rue Orfila, Paris 20°
C.C.P. 7473-08 Paris